



PANORAMA

Perspectives sur la politique régionale et urbaine de l'Europe

AUTOMNE 2020 / N° 74

LETTONIE

Jeter des ponts pour renforcer la croissance régionale

INTERREG:
FAVORISER LES
STRATÉGIES
D'ÉCOLOGISATION



FINALISTES
ET LAURÉATS
DES PRIX
REGIOSTARS
2020



PANORAMA

SOMMAIRE

ÉDITORIAL: Elisa Ferreira, commissaire européenne en charge de la cohésion et des réformes	3
RENDRE LA COMMUNICATION PLUS VERTE: une étude Interreg évalue les pratiques d'écologisation dans l'UE et les promeut dans les stratégies futures	4
INTERREG @ 30: les jeunes sur le devant de la scène dans les plans de programmation actuels et à venir	8
INTERREG VOLUNTEER YOUTH: aux quatre coins de l'Europe, plus de 500 jeunes se sont portés volontaires jusqu'à présent pour soutenir la coopération territoriale	10
TRENTE FAÇONS DE FÊTER: L'Estonie et la Lettonie participent au défi des chiffres	12
ENQUÊTE DE GRANDE ENVERGURE SUR LA COOPÉRATION TRANSFRONTALIÈRE: dresse l'état des lieux actuel sur un éventail de thèmes	13
EUSAIR: combiner connaissances et innovation pour relever les défis communs et servir de moteur et de guide à la région adriatico-ioniennne	15
INSTRUMENTS FINANCIERS: afin de relancer la croissance économique de l'UE après la COVID-19, la Commission européenne a adapté la législation et facilité le financement	17
LETTONIE: sur la bonne voie d'une économie de la connaissance et d'une croissance plus rapide, le pays fait très bon usage des fonds de l'UE	19
POINT D'INFORMATION: la mauvaise qualité de l'air dans les petites villes et agglomérations d'Europe entraîne plus de décès prématurés chaque année que les accidents de la route	29
CARTES: des options de transport et une infrastructure pour véhicules électriques afin de réduire les émissions de gaz à l'effet de serre dans les petites villes et agglomérations d'Europe	31
REGIOSTARS: les finalistes et lauréats sous les feux de la rampe lors de la 18 ^e Semaine des régions et des villes 2020 célébrée à Bruxelles et en mode virtuel partout en Europe	33
LA PAROLE EST À VOUS: une étude du CESER recommande de lier la mobilité à la formation et à l'emploi dans la coopération eurorégionale	39
PROJETS: profils de projets réussis provenant d'Italie et de Croatie, de la Réunion, de Finlande, de Chypre et des îles grecques	40



4



8



15



17



19



40

ÉDITORIAL

La cohésion sur le terrain: comment reconstruire nos sociétés et nos économies

Chers lecteurs, je vous souhaite la bienvenue à la première édition numérique de *Panorama*. Comme promis, nous vivons à la hauteur de nos paroles: notre démarche qui consiste à vous livrer les meilleures histoires de la politique de cohésion sur le terrain est désormais plus écologique. À l'image de cette première édition durable du magazine, qui assure la transition entre l'ancien et le nouveau, nous nous trouvons à un autre tournant en Europe.

Nous devons panser nos plaies, nous réparer et nous reconstruire pour nous remettre de la profonde crise sanitaire et économique qui nous a tous frappés de plein fouet. Nous ne pouvons cependant pas nous appuyer sur le même vieux modèle utilisé jusqu'à présent: c'est le moment de se rénover et de se reconstruire en partant sur de meilleures bases. Nous nous tournons également vers la période de programmation 2021-2027, qui doit tendre vers une économie verte, numérique et résiliente, catalysée par la politique de cohésion.

La Commission européenne a proposé un cadre complet d'instruments: les initiatives CRII et CRII+ pour une réponse d'urgence à la crise, REACT-EU en tant qu'instrument de réparation flexible, et la facilité de relance pour promouvoir les réformes structurelles nécessaires et nos grands programmes de cohésion en faveur du développement à plus long terme.

Si je suis heureuse de constater la rapidité à laquelle nos travaux visant à adopter REACT-EU ont progressé avec les colégislateurs, je dois dire que nous sommes confrontés à des défis de taille en ce qui concerne la mise en œuvre.

Aux côtés des États membres et des acteurs locaux, nous devons faire en sorte que les ressources mises à disposition par tous ces instruments soient consacrées à une réserve de projets solide et pertinente susceptible de faire la différence sur le terrain. Pour ce faire, l'élaboration des programmes doit être rapide et efficace. D'ici quelques années, nous devons être capables de montrer aux citoyens que nous avons fait bon usage de leurs deniers.

Nous devons investir dans des projets qui non seulement ont un effet immédiat en absorbant les fonds rapidement, mais qui portent aussi des fruits à long terme: il s'agit d'une politique d'investissement, pas d'une politique de consommation.

Deuxièmement, cette gamme d'instruments doit s'inscrire dans une stratégie européenne et nationale à long terme solide et cohérente. Non seulement nous avons besoin d'investissements avisés et à long terme, mais ceux-ci doivent aussi être en phase avec nos priorités collectives au niveau stratégique, tout en tenant compte des besoins et des points de départ différents des États membres.

Il n'existe pas de remède universel aux problèmes rencontrés et nous avons encore beaucoup de pain sur la planche – Commission, colégislateurs, États membres, autorités de gestion, partenaires régionaux et locaux et citoyens. Nous devons reconstruire une Europe neutre sur le plan climatique, compétitive et inclusive et, si nous agissons de concert, je suis convaincue que nous avons toutes les chances de réussir. ■

Elisa Ferreira

Commissaire européenne en charge de la cohésion et des réformes



Écologisation: La communication Interreg fait un bond en avant

La durabilité est devenue l'un des maîtres-mots du secteur des communications, mais est-elle systématiquement traduite en mesures concrètes? Les programmes Interreg répondent à l'appel des institutions de l'UE visant à rendre les actions de communication plus vertes et plus durables. Afin de donner une impulsion à cette approche, une enquête a été lancée afin de dresser un état des lieux de la situation et favoriser des pratiques plus écologiques dans les stratégies futures.

L'année dernière, les institutions européennes ont relevé la barre de leurs objectifs climatiques: le Parlement européen a déclaré l'«urgence climatique» en Europe et la Commission européenne a lancé le Pacte vert pour l'Europe, qui vise à rendre le continent neutre en carbone à l'horizon 2050.

Pour répondre à ces préoccupations, un groupe de programmes de coopération européens a envoyé une enquête et a recueilli les pratiques des activités de communication auprès des programmes Interreg. Cette démarche visait à présenter l'état des lieux général de la situation et à partager les pratiques environnementales de leurs projets et leurs propres activités

de communication afin de mettre en lumière l'ampleur des mesures d'écologisation mises en œuvre.

Lancée en mai 2020, l'enquête a recueilli les pratiques écologiques émanant de 15 programmes Interreg.

Les réponses révèlent que les programmes tels que le programme de coopération transfrontalière Pologne-Russie, Interreg Danube et Interreg SUDOE ont déjà systématiquement recours à une communication sans papier et à des pratiques d'économie circulaire (réutilisation des mêmes matériaux ou utilisation de matériaux recyclés). Certains programmes ou partenaires de projets ne produisent plus de supports promotionnels et nombre d'entre eux évitent d'utiliser du plastique dans leurs activités.

Cela dit, d'autres domaines doivent encore faire l'objet d'améliorations, certains ne s'étant quasiment pas encore engagés sur la voie de l'écologie. Les marchés publics écologiques, la réduction des déchets (en particulier des plastiques) et la mise en place d'événements en ligne figurent parmi les domaines qu'il convient d'améliorer, alors que l'évaluation et la compensation des émissions de GES sont des considérations encore rarement prises en compte par les programmes.

Une analyse détaillée des pratiques actuelles est exposée dans le résumé figurant à la page suivante:



RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE:

PRATIQUES DE COMMUNICATION DURABLE COMMUNES <i>(taux de réponse des participants) N=15</i>	POINTS À AMÉLIORER <i>(taux de réponse des participants) N=15</i>	AUTO-APPRÉCIATION DE LA SOLIDITÉ DU PROGRAMME/PROJET <i>(taux de réponse des participants) N=15</i>
100 % Économie circulaire Communication sans papier	20 % Moins d'événements sur le terrain Économie circulaire	100 % Communication sans papier
>50 % Zéro déchet Moins d'événements sur le terrain	13 % Bilan carbone Compensation des émissions de carbone Efficacité énergétique dans les lieux accueillant des événements	28 % Économie circulaire Zéro déchet Zéro plastique
<50 % Marchés publics écologiques Zéro plastique Efficacité énergétique dans les lieux accueillant des événements	7 % Zéro plastique Actions de communication interne à déployer (dimension ajoutée, via la rubrique «Autres»)	1 % Marchés publics écologiques Efficacité énergétique dans les lieux accueillant des événements
<1 % Utilisation des énergies renouvelables Bilan carbone Compensation des émissions de carbone		0 % Bilan carbone Compensation des émissions de carbone Utilisation des énergies renouvelables



Pratiques de gestion dans les programmes et les projets

Plutôt que de simplement limiter la communication durable au programme, il est nettement plus important de mettre en œuvre une approche de gestion systématique qui couvre à la fois le programme et les projets qu'il finance. Le programme Interreg Espace Alpin a élaboré des lignes directrices exhaustives concernant l'écologisation pour ses projets cofinancés. En interne, les membres de l'équipe du secrétariat conjoint ont signé une «déclaration d'engagement personnel pour réduire l'empreinte carbone de leurs activités professionnelles». De surcroît, les États partenaires ont exprimé leur souhait de mettre en place un programme plus écologique dans l'énoncé de mission du programme.

Le projet Interreg V-A Italie-Slovénie est un exemple intéressant des efforts conjoints déployés par cinq projets. En 2019, le programme a alloué des fonds supplémentaires à des projets en partie financés au titre de l'axe prioritaire 2 «Coopération à la mise en œuvre de stratégies et de plans d'action en faveur d'une économie sobre en carbone». Ces projets sont toujours dirigés par la méthodologie de «capitalisation et communication», qui prévoit l'organisation de plusieurs activités de communication comme s'il s'agissait d'un seul projet.

Les événements en ligne favorisent une plus grande efficacité

Les événements en ligne représentent l'un des moyens les plus efficaces de réduire l'empreinte carbone, en particulier lorsque, dans des circonstances normales, les programmes et projets organisent des milliers d'événements sur le terrain chaque année.

Ces dernières années, le programme Interreg Europe a produit près de 100 heures de contenu pour des événements en ligne à l'intention des décideurs politiques régionaux. Différentes technologies, formes et formats ont été testés et utilisés pour rendre ces événements en ligne intéressants et utiles aux yeux des participants.



L'équipe du programme a commencé à mettre en œuvre les événements en ligne. Les membres ont suivi une formation et leurs efforts ont rapidement commencé à porter leurs fruits: les événements virtuels ont attiré plus de participants que les événements physiques.

La compensation des émissions de carbone est possible

Bien que la compensation de l'empreinte carbone semble complexe, deux projets ont démontré qu'elle est réalisable.

Le projet BalkanROAD, financé par le programme Interreg Balkans-Méditerranée, a organisé une conférence sans empreinte carbone: «OpenEARTH 2020 – Conférence sur l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets». Tous les participants ont détaillé leurs modalités de voyage et d'hébergement afin d'estimer l'empreinte carbone globale de la conférence. Les calculs ont été effectués conformément aux lignes directrices du GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) et ont été présentés sur une affiche.

Des chênes ont été plantés afin de compenser les 17,2 tonnes de dioxyde de carbone produites par la conférence. L'estimation du nombre d'arbres a été réalisée sur la base du CO₂ que les chênes accumulent au cours de leur cycle de vie.

Avec ses 22 projets, financés par le programme Interreg MED, la communauté du tourisme durable est un autre exemple de compensation de carbone. La communauté a organisé une convention qui a appliqué tous les principes de l'économie circulaire et a compensé une partie des 78 tonnes de CO₂ générées par l'événement. L'événement a également mobilisé ses participants en leur demandant de voter pour l'un des différents projets qui allait bénéficier des contributions de compensation.

Marchés publics écologiques: des fournisseurs engagés

L'un des domaines clés dans lequel introduire des pratiques écologiques systématiques est celui des marchés publics écologiques. À l'occasion d'une conférence rassemblant 400 participants, le programme Interreg Région de la mer Baltique a fait bien plus que se procurer des colis traiteur écologiques standard.

En effet, étant donné que ces derniers font généralement référence à des «aliments étiquetés biologiques» mais ne tiennent pas compte d'aspects tels que la production locale et saisonnière, le programme a modifié sa procédure d'appel d'offres en divisant les services traiteur en lots plus petits (journée et soirée). Cette démarche a favorisé la participation des petites entreprises de fournisseurs locaux. En outre, chaque traiteur participant a été interviewé en vue d'évaluer sa vision de la restauration durable.



Le programme Interreg Sud de la Baltique est un autre exemple illustrant la participation des fournisseurs: il a été demandé aux fournisseurs de USB PEN de ne pas utiliser de film plastique à usage unique dans leur emballage.

Éviter les déchets d'aliments provenant de la restauration

D'après le site web Europa, 20% des aliments destinés à la consommation humaine (soit 88 millions de tonnes) sont gaspillés en Europe chaque année. La sensibilisation au gaspillage alimentaire demeure très faible; c'est la raison pour laquelle le projet STREFOWA, financé au titre du programme Interreg Europe Centrale, a décidé de prôner la réduction du gaspillage alimentaire dans les régions d'Europe centrale.

Le projet communique sa mission par l'exemple. En plus de faire appel à des services traiteur zéro déchet lors de tous leurs événements, STREFOWA a organisé cinq hackathons sur les déchets alimentaires en Autriche, en Italie, en Hongrie, en Pologne et en Tchéquie, afin de sensibiliser la population, notamment les communautés locales, en vue de trouver des solutions en ligne pour favoriser la réduction du gaspillage alimentaire en Europe centrale.

Embrassez la circularité au cours de la Journée de la coopération européenne

Le programme Interreg Estonie-Lettonie se conforme aux lignes directrices relatives aux événements écologiques élaborées par son projet «Événements publics écologiques». Les événements organisés dans le cadre des éditions 2017, 2018 et 2019 de la Journée de la coopération européenne ont constitué autant d'occasions de diffuser ces lignes directrices et de les mettre en pratique. Ils se sont notamment concentrés sur des approches telles que le tri des déchets, l'utilisation de produits locaux et de l'eau du robinet, et la distribution de supports promotionnels fabriqués à partir de matériaux recyclés et/ou durables.



Des pratiques d'écologisation de la communication ont été mises en œuvre lors de trois célébrations de la Journée de la coopération européenne 2019 qui ont eu lieu à Pskov, Salaspils et Saint-Pétersbourg, organisées par le programme transfrontalier Lettonie-Russie. Les événements mettant à l'honneur l'environnement ont été promus par des cadeaux, souvenirs, cartes de visite, rubans, stylos et autres articles de papeterie, tous réutilisables.

Toutes ces pratiques témoignent de la détermination des programmes et des projets d'aller de l'avant. En outre, plusieurs initiatives en cours visent à élaborer des lignes directrices solides afin de les accompagner dans leur prise de décisions plus éclairées. ■

Les festivités pour les 30 ans d'Interreg mettent les jeunes à l'honneur

Alors qu'Interreg souffle ses 30 bougies et se prépare à la prochaine période de programmation, il cherche à obtenir les précieux avis de la prochaine génération quant à la façon dont celle-ci peut contribuer à améliorer la coopération territoriale en Europe.

Depuis 30 ans, le programme Interreg, qui s'inscrit au cœur du projet européen, favorise la coopération entre les régions en levant les obstacles et en promouvant des actions conjointes visant à rapprocher les citoyens.

Les festivités d'Interreg se sont concentrées sur trois thèmes distincts mais interdépendants: «nous avons tous un voisin», «les jeunes» et «une Europe verte et climatiquement neutre».

En 2018, les jeunes de 15 à 29 ans représentaient 17% de la population de l'UE. Quels que soient leur genre, leur situation économique, leur origine sociale ou leur âge, les jeunes sont tous confrontés à des défis communs, comme une conjoncture défavorable sur le marché du travail et le manque de possibilités d'éducation et de formation.

De même, les jeunes ne sont pas à l'abri d'autres crises comme le réchauffement climatique, l'insécurité ou le manque de confiance généralisé dans les institutions publiques. Cependant, ils partagent tous le même désir d'un avenir meilleur. L'UE dans son ensemble leur offre d'innombrables possibilités, notamment pour ceux qui, toujours plus nombreux, s'aventurent au-delà des frontières à des fins personnelles ou professionnelles.

Favoriser les tendances positives

Interreg aide les citoyens à se déplacer d'un État membre à un autre, à trouver un emploi dans les régions frontalières d'Europe et au-delà ainsi qu'à accéder aux services publics les plus proches de chez eux. En effet, la mobilité des jeunes est cruciale pour consolider la position de l'Europe en tant qu'économie de la connaissance.

Elle favorise la création de réseaux et d'activités qui aident les jeunes entrepreneurs à développer leurs compétences, permettant ainsi à ces derniers de libérer leur potentiel inexploité. La mobilité crée également un environnement favorable dans lequel leurs idées innovantes peuvent devenir réalité. Interreg éduque les jeunes au sein comme au dehors de l'Union afin de



« Interreg assure la participation des citoyens et des jeunes à la construction de notre continent. »

les sensibiliser au réchauffement climatique et d'adapter leurs habitudes au profit d'un mode de vie plus durable. Il instaure un climat de confiance par-delà les frontières grâce à la mise en place de services publics communs auxquels les jeunes peuvent facilement accéder. Les projets IEER et Eur. Friends rattachés aux programmes Interreg Europe et Meuse-Rhin, respectivement, illustrent certains de ces aspects.

Trouver le bon équilibre

2020 est une année charnière pour Interreg. Alors que nous célébrons les réalisations de ces 30 dernières années, nous sommes également à un tournant décisif à l'heure où nous préparons une nouvelle période de programmation. Interreg est ouvert aux idées nouvelles et innovantes émanant des jeunes des quatre coins de l'Union. C'est dans cette optique que la Commission européenne a mené des enquêtes ciblées et organisé des discussions de groupe en ligne avec des jeunes investis dans le monde de la coopération territoriale européenne (c.-à-d. l'UE et ses pays voisins).

Les résultats de ces échanges constituent la base d'un «Manifeste de la jeunesse pour une meilleure coopération territoriale en Europe», qui a été présenté à Elisa Ferreira, commissaire européenne en charge de la politique de cohésion et des réformes, et à la présidence allemande du Conseil de l'UE à l'occasion de la manifestation annuelle du programme Interreg, qui a eu lieu le 15 octobre à Bruxelles.



La commissaire Ferreira y a répondu en déclarant que: «Interreg assure la participation des citoyens et des jeunes à la construction de notre continent. Non seulement la politique de coopération a besoin de la voix de la société civile pour façonner l'avenir, mais Interreg va également continuer à appuyer des projets qui permettront à la prochaine génération de vivre sur un continent riche en possibilités, en favorisant l'emploi, les échanges universitaires et l'égalité d'accès à des services de qualité le long des frontières».

Ce manifeste, disponible au téléchargement sur le site de la DG REGIO, donne aux jeunes la possibilité d'exprimer leurs idées sur Interreg et, en particulier, sur la façon dont ce programme pourrait mieux répondre à leurs attentes. Il s'adresse essentiellement aux décideurs politiques aux échelons européen, national, régional et local, ainsi qu'aux autorités de gestion Interreg et aux bénéficiaires de projets, aux organisations intéressées par la politique de cohésion de l'UE – notamment Interreg –, la jeunesse, l'engagement des citoyens et la participation démocratique. ■



POUR EN SAVOIR PLUS

<https://europa.eu/!yB96wx>

«Interreg Volunteer Youth»

IVY: plus de 500 jeunes bénévoles au service de la coopération territoriale

Depuis son lancement en mars 2017, plus de 500 bénévoles ont rejoint l'initiative Interreg Volunteer Youth (IVY). Partout en Europe, des centaines de jeunes soutiennent les programmes et les projets Interreg, ce qui confère une meilleure visibilité à la coopération territoriale dans l'UE et ses pays voisins.

Parallèlement, l'IVY a donné l'occasion à un grand nombre de jeunes de se familiariser avec les objectifs et défis du projet européen et de mieux les comprendre. Promue par la direction générale de la politique régionale et urbaine de la Commission européenne, l'initiative est gérée par l'Association des régions frontalières européennes (ARFE) dans le cadre du corps européen de solidarité.

En rejoignant l'IVY, les bénévoles soutiennent, promeuvent et rendent compte des réalisations concrètes des programmes et projets Interreg auxquels ils participent.

Myrto Vergou, bénévole dans le cadre du projet «Amélioration de la gestion environnementale par les PME pilotées par des jeunes», au titre du programme Interreg Grèce-Bulgarie, déclare:

«J'ai appris beaucoup de choses sur les relations interrégionales de la Grèce et de la Bulgarie, sur nos intérêts communs et sur la façon dont nous pouvons nous entraider. Je peux maintenant cerner clairement nos forces et faiblesses et j'espère que, grâce à mon travail, j'informerai [...] d'autres gens.»

Jusqu'à présent, 41 programmes Interreg et 165 projets Interreg ont accueilli des bénévoles, ce qui témoigne de la portée considérable de l'IVY. En 2021, l'IVY poursuivra ses travaux pour permettre aux jeunes de participer à la coopération territoriale européenne et pour leur donner les moyens de mener des actions de solidarité et de collaboration.



Myrto Vergou a une vision claire de la façon de tirer le meilleur parti des relations interrégionales.



L'IVY à l'œuvre

Depuis 2019, les bénévoles d'Interreg peuvent également organiser des événements au nom de la DG REGIO afin de sensibiliser à la politique de cohésion – que l'on appelle «activités d'engagement des citoyens» (AEC). Jusqu'à présent, les bénévoles ont organisé 23 événements, qui prévoyaient des activités pour les citoyens et associaient la communauté locale en vue d'informer la population sur les multiples avantages de la politique régionale européenne.

Les AEC organisées en 2019 comprenaient la collecte de déchets dans les Pyrénées, des compétitions sportives à Naujoji Akmenė en Lituanie, la descente en canoë de la rivière Venta en Lettonie et en Lituanie, un atelier consacré au cacao en Guadeloupe, une randonnée dans la forêt de Grumsin en Allemagne et un atelier pour la jeunesse en Slovénie. Amoureux de la nature, passionnés de sport, enfants et amateurs de chocolat – chacun s'est familiarisé avec la politique de cohésion tout en pratiquant ses activités favorites.

La solidarité par-delà les frontières

La fermeture des frontières et le confinement généralisé dans certains pays consécutifs à l'apparition de la pandémie de COVID-19 ont eu des conséquences sur l'initiative IVY. En réaction à cette situation, la DG REGIO et l'ARFE ont autorisé le bénévolat à distance pour les bénévoles déjà sur place et ont suspendu le déplacement de ceux sur le point d'être déployés au moment où la plupart des pays ont introduit des mesures strictes pour contenir la propagation de l'infection.

Les organisations d'accueil et les bénévoles ont toutefois assuré une coordination harmonieuse de leurs activités et ont poursuivi leur collaboration tout au long de cette période, les périodes de mobilité ayant repris dès que les voyages au sein de l'UE ont pu être entrepris en toute sécurité.

Afin de mettre à l'honneur le rôle des jeunes dans la coopération territoriale, la Commission européenne a associé des bénévoles de l'IVY à de nombreux événements consacrés au 30^e anniversaire d'Interreg, en tirant profit de leur expérience pour cerner les désirs et les attentes des jeunes Européens concernant l'avenir de la coopération territoriale.

Dans cette optique, la DG REGIO a lancé une enquête visant à récolter leurs idées quant à la façon d'améliorer Interreg à l'avenir et a inclus les résultats dans un manifeste qui a été présenté à la commissaire Elisa Ferreira lors de la réunion annuelle des programmes Interreg.

Grâce à cet effort extraordinaire, rendu possible par la longue et fructueuse participation des jeunes à Interreg, mais aussi à l'IVY, la Commission européenne envoie un message important à la prochaine génération: la solidarité est au cœur de l'UE, et cette valeur doit être chérie et partagée pour bâtir notre avenir ensemble. ■



POUR EN SAVOIR PLUS

<https://www.interregyouth.com/>

Fêter le 30^e anniversaire d'Interreg le long de la frontière entre l'Estonie et la Lettonie

En 2008, le premier projet de coopération entre les deux pays a bénéficié du soutien du programme Interreg Estonie-Lettonie. Depuis lors, 119 projets de coopération couronnés de succès ont facilité la création de grands partenariats et d'une coopération de bon voisinage par-delà les frontières.

Les activités de collaboration se sont concentrées sur le développement d'entreprises et de produits par des PME évoluant dans différents secteurs: TI, alimentation, bois, produits pharmaceutiques, espace, etc. L'amélioration de la mobilité des travailleurs, la sensibilisation à l'environnement, le tourisme axé sur le patrimoine et les petits ports de plaisance ont rassemblé des dizaines d'institutions étatiques et municipales, d'entreprises et d'ONG.

Alors que nous célébrons les 30 ans d'Interreg en Estonie et en Lettonie en 2020, nous avons mis l'accent sur le voisinage, les questions d'écologie et la participation de la jeunesse – tous ces aspects étant intégrés dans plusieurs activités communes reflétant le chiffre 30 sous la forme d'un défi!

Avez-vous déjà essayé de répondre à **30 questions** sur Interreg et l'Estonie et la Lettonie? Le saviez-vous? keep.eu ren-

ferme les informations les plus exhaustives sur tous les projets Interreg? En septembre 2020, seuls les gestionnaires de projets les plus chevronnés et les citoyens passionnés par Interreg pouvaient répondre correctement au questionnaire en ligne intitulé «In the celebration of Interreg 30».

30 km pour les 30 ans d'Interreg. Avez-vous déjà fêté un évènement tout en faisant une randonnée de 30 km? Toujours en septembre, un groupe de 50 Estoniens et Lettons, comprenant de nombreux jeunes, ont célébré la coopération et la nature en marchant le long de la partie est de la ville de Cēsis dans le parc national de la Gauja en Lettonie en suivant un itinéraire tracé spécialement pour les 30 ans d'Interreg.

30 arbres pour les 30 ans d'Interreg. Avez-vous déjà fêté l'anniversaire d'Interreg et de la Journée de la coopération européenne à la frontière entre l'Estonie et la Lettonie? C'est précisément ce qu'on fait les responsables de la mise en œuvre du programme Estonie-Lettonie, le 19 septembre, en renforçant le caractère écologique du centre commun Valga-Valka des villes jumelles de l'UE récemment construit par la plantation de 30 arbres. ■



Une enquête révèle les avis les plus récents sur la coopération transfrontalière dans l'UE

Il ressort d'une enquête de grande envergure sur la coopération transfrontalière publiée par la Commission européenne que les communautés frontalières interagissent de manière plus étroite et qu'il règne entre elles un plus haut degré de confiance.

Le pont de l'Øresund entre le Danemark et la Suède.

Les résultats d'une enquête de grande envergure sur la coopération transfrontalière, menée au nom de la Commission européenne par Gallup International de février à avril 2020, ont été dévoilés par la commissaire Ferreira le 15 octobre.

Cette enquête porte sur la coopération entre les régions frontalières NUTS III adjacentes dans au moins deux États membres de l'UE différents et/ou certains pays en dehors de l'UE. Elle a été menée dans les régions frontalières couvertes par les programmes Interreg de coopération transfrontalière (CTF) des 27 États membres de l'UE, d'Andorre, du Liechtenstein, du Royaume-Uni, de la Norvège et de la Suisse.

Elle succède à la première édition, menée en 2015. L'enquête s'intéresse au même éventail de sujets, à savoir: la sensibilisation aux programmes CTF, la mobilité transfrontalière, les attitudes envers les citoyens des pays voisins (expérience transfrontalière) et les obstacles à la CTF entre régions frontalières.

Sensibilisation aux programmes de coopération transfrontalière

La sensibilisation aux activités transfrontalières financées par la politique régionale de l'UE a diminué de 7 points de pourcentage (pp) depuis 2015. Seuls 24% des personnes interrogées résidant dans les régions frontalières couvertes par les programmes Interreg CTF ont entendu parler d'activités de coopération transfrontalière financées par l'UE mises en œuvre dans leur région.

Sur les 54 programmes Interreg, ce niveau de sensibilisation oscille entre 51% (Slovénie-Hongrie) et seulement 11% (Lituanie-Pologne). S'il est indéniable que ce résultat est décevant, il donne toutefois à la Commission européenne l'impulsion nécessaire pour intensifier ses efforts de communication à l'avenir, en partenariat avec les autorités nationales et régionales associées à la CTF.

Mobilité transfrontalière

La mobilité transfrontalière s'est améliorée depuis 2015, atteignant 56% (+3pp) des citoyens vivant dans les régions frontalières de l'UE. Parmi les personnes interrogées vivant dans les régions frontalières de l'UE, 79% se sont rendues au moins une fois dans leur(s) pays voisin(s), ce qui correspond à une augmentation de +3pp par rapport à l'édition précédente. Globalement, parmi les six raisons de voyages transfrontaliers proposées, les voyages à des fins de loisirs, notamment les visites touristiques (58%, +14pp), arrivent en tête chez les personnes interrogées, suivis des voyages aux fins d'achat de biens ou de services (34%, +8pp).

Une personne sur cinq (22%) a voyagé dans un pays voisin pour rendre visite à des amis, alors qu'elles n'étaient que 16% à le faire pour des raisons professionnelles ou commerciales et 15% pour rendre visite à leur famille. Les personnes interrogées ont le moins de chances d'avoir voyagé dans un pays partenaire pour utiliser les services publics (10%). Les taux de mobilité les plus élevés ont été mesurés dans les programmes Irlande-Royaume-Uni [PEACE] (81%, +4pp) et

Autriche-Allemagne/Bavière (76 %, +2pp). La proportion de personnes interrogées qui se sont rendues dans un pays étranger couvert par un programme Interreg CTF mis en œuvre dans leur région est en augmentation depuis 2015, quelle qu'en soit la raison. Les voyages à des fins de loisirs, dont le tourisme, sont notamment ceux qui ont connu la plus forte augmentation par rapport à l'édition précédente (+14pp), suivis des voyages aux fins d'achat de biens ou de services (+8pp).

Les attitudes envers les citoyens des pays voisins sont généralement plus positives

Les attitudes positives envers les citoyens des pays voisins mesurées en 2015 ont été corroborées en 2020. La grande majorité des personnes vivant dans les régions frontalières de l'UE se sentiraient à l'aise à l'idée d'avoir un citoyen originaire d'un autre pays couvert par un programme Interreg CTF comme voisin (91 %), collègue de travail (89 %), membre de la famille (88 %) ou chef (82 %). Ces taux ont légèrement augmenté depuis 2015 (de +1 ou +2pp), même si leur niveau précédent était déjà très élevé. Qui plus est, les deux tiers des personnes interrogées (66 %) s'accordent sur le fait que la plupart des gens sont dignes de confiance, 19 % étant entièrement d'accord et 47 % plutôt d'accord. Ces chiffres représentent une légère augmentation (+5pp) du niveau total de confiance envers autrui exprimé depuis l'édition précédente.

On constate de fortes disparités lors de l'examen des résultats au niveau des programmes: les degrés les plus élevés de confiance sociale peuvent être observés dans les programmes impliquant les pays nordiques: Suède-Norvège (89 %), Suède-Danemark-Norvège (87 %), CB028 Suède-Finlande-Norvège (86 %) et CB032 Suède-Finlande-Norvège (84 %). À l'inverse, moins de la moitié des personnes interrogées s'y montrent favorables dans les programmes suivants: Grèce-Chypre, Slovaquie-Hongrie et Slovaquie-Tchéquie (tous 44 %), Grèce-Bulgarie (45 %) et Slovénie-Hongrie (48 %).

Obstacles à la coopération transfrontalière

À l'instar de l'édition précédente, les personnes interrogées sont plus enclines à envisager la vie dans une région frontalière comme une opportunité (38 %) que comme un obstacle (3 %). Sur les six obstacles potentiels proposés, les différences linguistiques (52 %) et les différences juridiques et administratives (44 %) demeurent les obstacles à la CTF les plus fréquemment invoqués. Cela dit, ces taux ont diminué de -5pp et -2pp, respectivement, par rapport à l'édition précédente. Troisièmement, 41 % des personnes interrogées considèrent que les différences sociales et économiques représentent un problème pour la coopération entre leur pays et son/ses pays

OBSTACLES À LA COOPÉRATION TRANSFRONTALIÈRE

Différences linguistiques: **52 %**



Différences juridiques et administratives: **44 %**

Différences sociales et économiques: **41 %**



Différences culturelles: **32 %**



Accessibilité: **30 %**



partenaires, ce qui correspond à une baisse de -5pp par rapport à l'édition précédente. La quatrième raison, mentionnée par près d'un tiers des personnes interrogées (32 %), est celle des différences culturelles (stable depuis 2015).

Enfin, moins de 3 personnes interrogées sur 10 (30 %) estiment que l'accessibilité (par exemple, les barrières géographiques ou les infrastructures de transport) constitue un problème pour la coopération entre leur pays et son/ses pays partenaires. Ce taux est resté stable par rapport à l'édition précédente. ■

POUR EN SAVOIR PLUS

<https://europa.eu/lcW77bW>



La région adriatico-ionienne Un véritable exemple pour l'Europe et au-delà



La présidence tournante annuelle de la stratégie de l'UE pour la région de l'Adriatique et de la mer Ionienne (EUSAIR) donne à chacun de ses neuf pays membres, à tour de rôle, l'occasion de définir les priorités et de montrer la voie. Le 1er juin 2020, la Slovénie a assumé la présidence de l'EUSAIR, succédant à la Serbie, et s'est fixé l'objectif d'inscrire les projets phares de la stratégie dans une dimension écologique pour en faire une macro-région économique durable, compétitive et fondée sur l'inclusion sociale.

Du 1er juin 2020 au 31 mai 2021, la Slovénie assurera la présidence de la stratégie de l'UE pour la région de l'Adriatique et de la mer Ionienne (EUSAIR). Je suis ravi qu'au cours de ces dernières années, nos collègues, aux côtés de nos partenaires de différentes institutions de la région, sont parvenus à forger un partenariat exemplaire qui facilite le renforcement de la confiance dans cette partie fascinante de l'Europe.

Aujourd'hui, il est vital de préserver cette confiance. Bien que nous ayons tous souffert pendant la pandémie de COVID-19, nous avons également appris une leçon très importante: la victoire n'est possible qu'à travers la collaboration.

Nous avons pris un bon départ avec l'adoption, par le comité directeur, des projets phares de l'EUSAIR pour la période 2021-2027. Il est essentiel que toutes les parties prenantes

conviennent ensemble des priorités macro-régionales à inscrire dans les documents de programmation à venir, avec le soutien des Fonds structurels et d'investissement européens et du cadre stratégique de l'IAP III.

Cet objectif, déjà défini dans la déclaration de Catane de 2018, a finalement été atteint le 10 juin 2020, lors de la 12^e réunion du comité directeur de l'EUSAIR. Après deux ans de dur labeur au niveau de la structure de gouvernance de l'EUSAIR et, en particulier, au sein de quatre groupes de pilotage thématiques, la liste définitive des priorités macro-régionales a été adoptée.

Nos collègues de tous les pays de l'EUSAIR, ainsi qu'Elisa Ferreira, commissaire européenne en charge de la cohésion et des réformes, et Olivér Várhelyi, commissaire européen en charge du voisinage et de l'élargissement, ont d'ores et déjà été informés de la longue liste de projets. Les actions prioritaires macro-régionales convenues conjointement font partie des initiatives pour lesquelles nous ne devons ménager aucun effort pour assurer la convergence politique, économique, juridique et financière, malgré la crise actuelle.

Se concentrer sur le Pacte vert pour l'Europe

Le concept clé qui sous-tend la présidence slovène 2020-2021 est «Une EUSAIR plus verte». Voici une synthèse des quatre principaux arguments de la Slovénie en faveur d'une telle décision stratégique.

Le Pacte vert pour l'Europe est l'une des priorités du prochain cadre financier pluriannuel de l'UE.

Au sein d'EUSAIR et de concert avec la Bosnie-Herzégovine, la Slovénie est responsable de la coordination du pilier «Qualité environnementale».

En sa qualité d'État membre de l'UE depuis 2004, la Slovénie a toujours été un fervent partisan de l'élargissement de l'UE dans le sud-est européen. Nous sommes fermement convaincus que les normes environnementales sont aussi importantes que les normes économiques et démocratiques dans ce processus.

Dernier point, mais non des moindres: la reprise après la COVID-19 sur notre continent et dans le monde ne peut qu'être placée sous le sceau de l'écologie. Nous vivons dans une région magnifique, avec son littoral étincelant et son superbe arrière-pays. En ces temps, la solidarité et une coopération multilatérale et régionale efficace sont plus importantes que jamais, et notre région adriatico-ionienne peut servir de véritable exemple pour l'Europe et au-delà.

Ces derniers mois, reflétant le consensus des pays concernés, nous avons pu identifier les sujets de propositions de projets spécifiques et établir les bases qui permettront de relever les

principaux défis auxquels la région sera confrontée à l'avenir dans les domaines de la croissance bleue, de la connectivité, de l'environnement et du tourisme.

Nous sommes bien décidés à rassembler les connaissances et l'innovation disponibles dans la région. C'est ce qui nous anime et nous guide. La région adriatico-ionienne ne peut être résiliente que si ses habitants se sentent forts et connectés. ■



Anže Logar

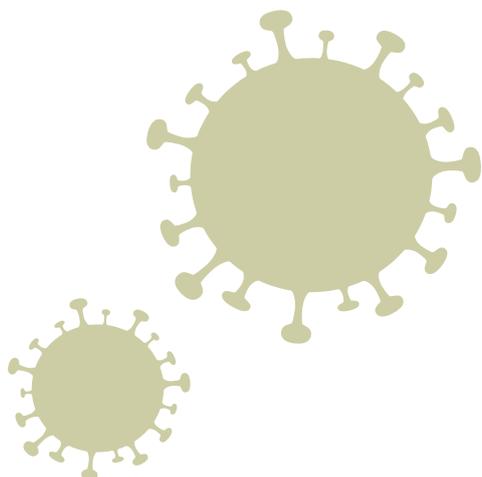
*Ministre des affaires étrangères de la
République de Slovénie*



Les marais salants du parc naturel des Salines de Sečovlje en Slovénie célèbrent une tradition séculaire.

Financer la transition verte et numérique des PME, après la COVID-19

Nous naviguons en pleine tempête sur une mer agitée et sommes confrontés à une crise sanitaire, sociale et économique sans précédent. Les petites et moyennes entreprises ont essuyé cette tempête de plein fouet. De concert avec les États membres, la Commission européenne a répondu à ces nouveaux besoins avec une grande souplesse en adaptant la législation européenne et en facilitant le financement des entreprises européennes pour les aider à rester à flot.



Afin de s'élancer sur la voie de la reprise et d'édifier une économie solide et inclusive, il est évident qu'il nous faut renouer sans délai avec la croissance économique. Il est tout aussi évident que notre société doit devenir plus forte, plus résistante et plus inclusive. Le défi consiste à concevoir un soutien financier et pratique sur mesure en faveur de la croissance économique, qui repose sur le double objectif d'une transition verte et numérique pour renforcer davantage la convergence dans tous les pays de l'UE.

L'objectif est d'investir dans les entreprises afin de les aider à se développer et à créer une valeur partagée. Les fonds de l'UE visent à aider les entreprises à chercher des solutions innovantes aux défis sociaux qui coïncident avec les objectifs des entreprises et assurent leur prospérité.

Certaines entreprises ont exploré la limite entre finalité et bénéfices, mues par le désir de prendre les bonnes décisions tout en formulant les arguments commerciaux pour les étayer. Les entreprises publiques et privées peuvent avoir une finalité sociale tout en maximisant leurs bénéfices. Les décisions des entreprises ont une incidence sur leurs travailleurs, clients, fournisseurs ainsi que sur la communauté et l'environnement. Les entreprises doivent jouer un rôle actif dans la transition verte et numérique.



« Une combinaison d'instruments financiers et de subventions permet de profiter des avantages offerts par ces deux outils de mise en œuvre, qui pourrait s'avérer un mécanisme de financement très efficace pour la transition verte et numérique. »

Katerina Fortun, analyste des politiques, DG REGIO

Ambition et innovation

Face à la crise actuelle, les entrepreneurs ont besoin d'encore plus de sécurité et de soutien financier et pratique. Cette situation est également l'occasion de réinventer le mode de fonctionnement des entreprises. Le financement de l'UE vise à soutenir et à motiver les entrepreneurs à apporter des changements plus ambitieux et à mettre en œuvre des modèles commerciaux innovants qui maximisent les bénéfices tout en créant une valeur partagée. Quel est alors le meilleur outil de mise en œuvre: prêts ou subventions?

D'une part, les instruments financiers tels que les prêts, les garanties et les investissements en capitaux permettent au secteur public et privé de collaborer, ce qui ouvre la voie à la mobilisation des capitaux privés pour les transformer en investissements à fort impact. Pour faire face à la crise de la COVID-19, les demandes d'assistance financière sont nombreuses et la dette des gouvernements a atteint des niveaux record. Les deniers publics pourraient ne pas être suffisants. Les instruments financiers des fonds de l'UE peuvent susciter des investissements privés en partageant le risque avec les investisseurs dans le but d'accroître le financement des entrepreneurs.

D'autre part, ce sont les PME qui ont essuyé les coups les plus durs. Les subventions de l'UE pourraient apporter le soutien nécessaire pour reconstruire et mettre en œuvre de nouveaux modèles commerciaux en cette période d'incertitude.

Cette collaboration peut donner lieu à une nouvelle opportunité. Une combinaison d'instruments financiers et de subventions permet de profiter des avantages offerts par ces deux outils de mise en œuvre, qui pourrait s'avérer un mécanisme de financement très efficace pour la transition verte et numérique.

Engendrer une croissance économique

Les entrepreneurs peuvent également avoir besoin de ce soutien pratique à l'heure d'adapter leurs modèles commerciaux afin de faire des bénéfices tout en œuvrant pour le bien de la société. Les rôles de conseil, d'assistance et de renforcement des capacités sont des volets cruciaux d'instruments financiers fructueux, car ils permettent d'augmenter encore plus l'efficacité et l'efficience du financement.

Combinés à des subventions, ces instruments financiers peuvent apporter un soutien financier et pratique sur mesure à la relance et à la croissance en poursuivant le double objectif d'une transition verte et numérique. Les entreprises animées d'une finalité spécifique apportent une contribution essentielle à une économie qui se veut au service de la population et source d'emplois, de croissance et d'investissements.

En réinventant le mode de fonctionnement des entreprises, nous pouvons aider à résoudre les grands problèmes de notre époque. Nous avons la capacité, la technologie et les ressources nécessaires pour édifier une société solide et résiliente et, partant, pour engendrer une croissance économique. ■

La Lettonie sur la voie d'une économie de la connaissance et d'une croissance inclusive

Située dans la région de la Baltique en Europe du Nord, la Lettonie est un pays fier de son riche patrimoine culturel et de ses magnifiques sites naturels. Depuis son adhésion à l'Union européenne en 2004, le financement de la politique de cohésion a été une composante clé de son développement économique et social.

La Lettonie, l'un des trois États baltes, a accédé à l'indépendance le 18 novembre 1918. Le pays est bordé par l'Estonie au nord, la Russie à l'est, la Biélorussie au sud-est et la Lituanie au sud. Ses côtes sont balayées par la mer Baltique à l'ouest et par le golfe de Riga au nord.

Près de 2 millions de personnes vivent dans ce pays; sa langue officielle est le letton, l'une des plus anciennes langues européennes.



Disparités régionales et défis majeurs

Ces dix dernières années, malgré la crise financière aiguë de 2007-2009 et ses conséquences, la Lettonie a connu une croissance stable. En 2019, le PIB par habitant de la Lettonie, mesuré en parités de pouvoir d'achat, a atteint 69 % de la moyenne de l'UE, contre 60 % en 2008.

Bien que la Lettonie soit l'un des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques affichant les plus fortes disparités en matière de développement régional, les régions voisines en dehors de Riga sont celles qui ont enregistré la croissance la plus rapide ces dix dernières années.

En 2016, dans la région de planification de Riga, le PIB par habitant s'établissait à 17 213 EUR (soit 135% du PIB moyen par habitant du pays), alors qu'il était de 74% dans la région de Kurzeme, 66% dans la Vidzeme, 63% dans la Zemgale, et 51% dans le Latgale. On constate des disparités régionales similaires dans les domaines des affaires, de l'emploi et des niveaux de revenus, et de l'accès aux soins de santé, aux services sociaux et à une éducation de qualité.

Ces dix dernières années, la population du pays a continué de se contracter de 1% en moyenne par an. Ce phénomène concerne surtout la population en âge de travailler et est imputable à la fois à l'émigration vers d'autres pays de l'UE ainsi qu'au faible taux de natalité. Cette tendance a exercé d'énormes pressions sur le potentiel de croissance, le marché du travail et la capacité du pays à financer et à entretenir les infrastructures et les services publics.

Les inégalités des revenus en Lettonie figurent parmi les plus profondes de l'UE. Les retraités, les personnes handicapées, les familles monoparentales, les familles nombreuses et les chômeurs de longue durée sont les plus exposés au risque de pauvreté.

Conséquences de la crise de la COVID-19

La récente pandémie a constitué un véritable défi pour la société lettone et sa capacité à mettre en œuvre les fonds européens. La crise économique qui a découlé des restrictions imposées pendant la pandémie de coronavirus aura d'importantes répercussions sur l'économie et la société de la Lettonie. L'ampleur de ces répercussions est pour l'heure difficile à prévoir, car l'évolution de la pandémie et ses effets potentiels sur

les économies mondiale, européenne et lettone demeurent incertains. La crise conduira à une restructuration des marchés internationaux et des structures économiques nationales, ce qui peut également offrir des perspectives de développement de l'économie lettone.

Malgré les difficultés engendrées par la COVID-19, les investissements des fonds européens dans l'économie lettone demeurent stables en 2020. Ainsi, conformément aux prévisions macroéconomiques actualisées, cette année, le PIB de la Lettonie se contractera de 7% par rapport à 2019, alors que la contribution des investissements des fonds de l'UE s'établira toujours à 1,2 point de pourcentage (sans ces investissements, le PIB du pays reculerait de 8,2%).

En juillet de cette année, la Commission européenne a approuvé des modifications (présentées par la Lettonie) au programme opérationnel qui prévoyaient la réaffectation des fonds de l'UE afin d'atténuer les conséquences de la COVID-19. Les modifications prévoyaient l'allocation de 386 millions d'EUR de financement de l'UE en faveur de mesures de relance économique – des projets qui peuvent être mis en œuvre rapidement.

Les fonds ont été consacrés en priorité au renforcement de la capacité du système de santé en fournissant des investissements urgents dans les domaines de l'infectiologie et de la psychiatrie. Ces fonds ont également vocation à soutenir les entreprises en fournissant des actifs courants aux entreprises exportatrices et manufacturières, en modernisant les processus de production et en renforçant l'économie. Les investissements ont en outre servi à atténuer les effets socio-économiques en investissant dans des mesures pour l'emploi, ainsi que dans plusieurs projets d'infrastructure. ■



Située en Europe du Nord, la Lettonie s'étend sur 64 559 km². Elle abrite plus de 12 000 rivières et 2 256 lacs, ce qui la place en 4^e position en Europe en termes de ressources en eau douce. Son paysage est majoritairement constitué de plaines fertiles, 29% de sa superficie étant consacrée à l'agriculture et aux petites exploitations agricoles, et 56% de la superficie totale étant recouverte de forêts. En 2019, le pays comptait 1 919 968 habitants, mais sa population recule d'environ 1% par an, surtout au sein de la population en âge de travailler.

Économie

La forte croissance du PIB s'est poursuivie en 2018, dépassant les 4% grâce aux investissements et à la consommation des ménages. À 2,6%, le taux d'inflation est resté identique à 2017. Son PIB devrait connaître une contraction de 7% en 2020, qui sera suivie d'une reprise assez rapide en 2021 (prévisions économiques du printemps de la CE).

La Lettonie est l'un des pays qui profite le plus des fonds de l'UE, ces derniers finançant des investissements dans la recherche, le développement technologique et l'innovation, la compétitivité des entreprises, les transports durables, l'emploi et la mobilité. Elle bénéficie également d'un soutien pour améliorer son administration fiscale et ses soins de santé et pour développer ses marchés de capitaux.

Même si le pays se rapproche du niveau de vie moyen de l'UE, d'importantes disparités économiques subsistent entre sa capitale et ses régions. Riga et ses alentours génèrent plus de la moitié du PIB de la Lettonie, alors que les régions du pays sont plus pauvres et connaissent une croissance plus lente.

Le faible niveau des dépenses publiques en matière de santé et les habitudes malsaines sont les principales raisons de la mauvaise santé de la population. L'apport d'un financement public complémentaire a permis d'améliorer les services de santé dans certaines régions. Si le pays a pratiquement atteint son objectif en matière d'énergies renouvelables pour 2020, il doit cependant améliorer son efficacité énergétique.

Marché du travail

En 2018, le taux de chômage a diminué et s'établissait à 7,4%, le dynamisme de l'économie ayant attiré un plus grand nombre de personnes sur le marché du travail, ce qui a contribué à compenser le déclin de la population en âge de travailler. Il a grimpé à 9% au milieu de l'été 2020 sous l'effet de la crise de la COVID-19 avant de commencer à montrer une légère amélioration en août-septembre.

Globalement, les performances du marché du travail sont positives, mais les conditions d'emploi varient en fonction des régions et du niveau de compétence; le chômage est considérablement plus élevé dans les régions les plus éloignées de Riga. Les pénuries

de main-d'œuvre concernent essentiellement les secteurs des sciences, des technologies, de l'ingénierie et des mathématiques, notamment les TIC, ainsi que des soins de santé.

Éducation, recherche et innovation

La Lettonie investit une part relativement importante de son PIB dans l'éducation (5,5% en 2017, contre 4,7% pour la moyenne de l'UE). Cela dit, l'accès à une éducation de qualité n'est pas équitable. En effet, les élèves de grands établissements du secondaire reçoivent un enseignement de meilleure qualité que ceux des petites écoles rurales.

Le pays investit très peu dans la R&D: en 2017, seul 0,51% du PIB y était consacré (la moyenne de l'UE étant de 2,1%), ce qui correspond à l'un des taux les moins élevés de l'UE. Toutefois, le gouvernement entend augmenter ce taux à 1,5% du PIB à compter de 2020.

La Lettonie est un innovateur modéré qui dispose d'atouts dans son infrastructure TIC. Mais ses performances en matière de compétences numériques sont inférieures à la moyenne de l'UE, 52% de la population étant dépourvue des compétences numériques de base.

Commerce

Les exportations ont fait montre d'un grand dynamisme en 2018, progressant d'environ 3,6%. Les machines et les appareils mécaniques, les équipements électriques et les articles en bois représentaient la majeure partie des exportations. La plupart des producteurs lettons sont concentrés dans des industries à faible technologie où les perspectives en matière d'innovation sont faibles. La croissance de la productivité a atteint 4,7% en 2017, ce qui place la Lettonie dans le peloton de tête des pays de l'UE.

Marché unique numérique

Bien que la Lettonie ait été un précurseur européen dans le déploiement de la fibre optique et de la 4G, combler la fracture numérique entre le milieu urbain et rural demeure un défi en ce qui concerne la couverture des réseaux fixes à large bande.

Les services numériques sont largement utilisés et s'améliorent progressivement, mais le pays manque cruellement de professionnels informatiques qualifiés.

De plus en plus de Lettons utilisent les services internet, comme les services bancaires et administratifs en ligne, et le service public numérique, qui a été nettement amélioré. Les citoyens doivent toutefois améliorer leurs compétences numériques pour que la Lettonie puisse tirer parti d'un marché du travail inclusif et améliorer la productivité des entreprises et l'intégration des technologies numériques. ■

Des investissements avisés pour une croissance plus rapide



Jānis Reirs, ministre des finances de la République de Lettonie, nous livre son point de vue sur la mise en œuvre des fonds de l'UE par son pays et présente ses objectifs pour la prochaine période de programmation.

La mise en œuvre des fonds de l'UE par la Lettonie a-t-elle été couronnée de succès jusqu'à présent?

Au cours de la période 2004-2018, la Lettonie a reçu 11,77 milliards d'EUR du budget de l'UE, alors que sa contribution au cours de cette même période s'est élevée à 3,098 milliards d'EUR. Depuis son adhésion à l'UE, l'écart entre son PIB et la moyenne de l'UE s'est considérablement résorbé. La contribution moyenne des fonds de l'UE à la croissance du PIB est de 1 à 1,5% par an, ce qui fait de la Lettonie l'un des pays de l'UE les plus performants.

Les 4,4 milliards d'EUR de fonds de l'UE dont dispose le pays pour la période de programmation actuelle sont essentiels à la croissance de l'économie lettone et ont apporté une contribution inestimable à la croissance du PIB et de l'emploi. Au cours de cette période, la Lettonie s'attache à réaliser des investissements

avisés et justifiés afin de garantir leur efficacité, durabilité et rentabilité.

Il est bon de noter que les données d'un sondage effectué auprès du grand public en 2019 indiquent que 73% des personnes interrogées considèrent que, d'une manière générale, la Lettonie a investi à bon escient les fonds de l'UE, ce qui traduit le taux de satisfaction le plus élevé recueilli dans les sondages précédents menés depuis l'adhésion du pays à l'UE.

Cela dit, malgré la forte croissance enregistrée par la Lettonie ces dernières années, le pays figure parmi les États membres de l'UE en queue de peloton, avec un PIB par habitant ne s'élevant qu'à 67% de la moyenne de l'UE. Qui plus est, le taux de dépeuplement dans le Latgale et dans d'autres régions éloignées de la capitale est élevé, et le PIB par habitant est notablement inférieur.

Comment la Lettonie fait-elle face aux conséquences de la pandémie de COVID-19?

La pandémie nous a confrontés à de nouveaux défis et à un environnement en constante évolution. Cette nouvelle réalité nous a toutefois offert de nouvelles possibilités, notamment pour restructurer notre économie et nous adapter à la réalité du terrain.

Jusqu'à présent, la Lettonie est parvenue à endiguer la propagation de la COVID-19, ce qui se traduit par moins de restrictions imposées à l'activité économique. Contrairement à la crise précédente, la Lettonie peut cette fois-ci accéder aux fonds de l'UE pour réaliser des investissements publics visant à faciliter la reprise économique et l'adaptation de la société à la nouvelle situation.



« Nous devons réfléchir à l'utilisation généralisée des instruments financiers afin de faire en sorte que les investissements sont réalisés dans des projets solides qui favorisent les économies de coût et génèrent des revenus. »

Il est important de souligner qu'en 2020, malgré la COVID-19, les taux de mise en œuvre des fonds de l'UE se sont maintenus au niveau de l'année précédente, créant un effet positif sur la stabilité économique du pays.

Étant donné que les disparités dans le développement régional de la Lettonie sont les troisièmes plus importantes parmi les pays de l'OCDE, comment comptez-vous les résorber au cours de la prochaine période de programmation?

Afin d'assurer un développement durable et équilibré des régions, il nous faut des investissements intégrés qui, accompagnés de solutions adaptées aux réalités locales spécifiques, permettront le développement de services et d'infrastructures appropriées et amélioreront la qualité de vie et l'environnement commercial.

La culture est essentielle à la promotion du développement local et à la création d'emplois, d'exportations et de revenus, car elle attire à la fois la population locale et les touristes. La diversité du patrimoine culturel et historique dans les régions de Lettonie ainsi que les infrastructures disponibles nous permettent d'offrir des contenus et des perspectives commerciales variées.

Pour résoudre les problèmes de développement régional, nous allons concen-

trer le soutien de l'UE sur la mise en œuvre de stratégies de développement intégrées. Notre objectif principal est de développer l'infrastructure de soutien qui permettra aux municipalités de fournir des services commerciaux et culturels, afin d'assurer la conservation et à la protection du patrimoine culturel.

Un soutien visant à améliorer les services publics est également envisagé, qui tiendra compte de l'évolution démographique et introduira des solutions intelligentes qui renforceront l'efficacité du fonctionnement des municipalités. En outre, nous renforcerons les capacités des acteurs du développement à l'échelon local, ce qui améliorera les processus administratifs et les espaces publics.

Quels sont les enjeux les plus cruciaux pour la Lettonie en matière d'économie sobre en carbone, d'énergie propre et de transport durable?

En 2017, les transports étaient responsables de 41 % des émissions totales de GES en Lettonie. En phase avec l'objectif à long terme visant la neutralité climatique à l'horizon 2050, d'ici 2030, les émissions de GES qui ne font pas partie du SCEQE devraient être réduites de 6% par rapport à 2005. Il faudrait développer des solutions de transport durables et innovantes et proposer des solutions de mobilité plus abordables, accessibles et respectueuses du climat.

L'un des objectifs du Pacte vert pour l'Europe est de proposer une riche incitation au transport multimodal afin d'améliorer l'efficacité du système. Si l'on souhaite réduire la congestion et la pollution, en particulier dans les zones urbaines, il y a lieu de développer des points de correspondance multimodaux et des infrastructures cyclistes.

En Lettonie, il est également important de développer le système de transport public en plaçant les chemins de fer au cœur de celui-ci, ce qui assurera l'électrification progressive du réseau ferroviaire et la modernisation des tronçons déjà électrifiés.

Quelles réalisations la Lettonie espère-t-elle mener à bien au cours de la période 2021-2027?

Au cours de la prochaine période de programmation, la Lettonie se concentrera sur les réformes et les investissements qui accroissent la productivité de son économie et la compétitivité de ses entreprises tout en progressant vers une économie de la connaissance. Cette orientation stratégique permettra aux entreprises lettones de tirer profit de la transition verte et numérique grâce au développement de nouveaux produits et services. Nous voulons nous assurer que tous les habitants des régions du pays profitent des retombées de cette croissance.



Étant donné l'évolution démographique et du marché du travail, seule une amélioration significative de la productivité permettra de rattraper les pays développés. Les investissements à l'appui des entreprises doivent dès lors être envisagés sous l'angle de la productivité, au même titre que des investissements consentis dans tous les autres pans de l'économie. Nous devons réfléchir à l'utilisation généralisée des instruments financiers afin de faire en sorte que les investissements sont réalisés dans des projets solides qui favorisent les économies de coût et génèrent des revenus.

La devise du plan de développement national de la Lettonie pour 2021-2027 est «Un changement de comportement du public – la voie vers le développement», ce qui signifie que la route vers le bien-être général est encore semée de nombreuses embûches au développement. Ces embûches découlent de notre attitude, de notre comportement et de notre façon de penser. Et cette situation doit changer pour le bien de notre environnement, de notre travail, de notre éducation et de nos interactions avec les autres.

Conformément au plan de développement national, la Lettonie s'est fixé cinq objectifs principaux pour la prochaine période de programmation, qui s'inscrivent dans la droite ligne des objectifs communs de la politique de cohésion:

Une Europe plus intelligente: transformation économique innovante et intelligente – renforcement des capacités de recherche et développement des compétences, soutien aux entreprises et à la numérisation;

Une Europe plus verte: neutralité climatique, adaptation au changement climatique et protection de l'environnement;

Une Europe plus connectée: développement de transports sûrs, durables et accessibles et amélioration de la connectivité numérique;

Une Europe plus sociale: égalité des chances et d'accès à l'éducation, aux soins de santé et au marché du travail, conditions de travail équitables, protection et inclusion sociales;

Une Europe plus proche des citoyens: développement régional durable et intégré.

Comment comptez-vous assurer l'étroite coopération des régions et des villes de Lettonie dans leurs différentes stratégies et priorités de développement?

Il convient également de souligner que, pour réaliser tous les objectifs susmentionnés et trouver les meilleures solutions pour y parvenir, la participation de la société sera nécessaire. À ce titre, nos partenaires sociaux et de coopération jouent un rôle actif dans l'élaboration de ce plan. La participation généralisée du public à la planification des investissements instaure la confiance et garantit l'engagement actif de nos partenaires tout au long de la mise en œuvre des projets. Notre priorité est de mettre en place une coopération étroite entre toutes les régions et villes de Lettonie, en mettant en œuvre une approche intégrée fondée sur les stratégies des différents territoires.

L'un des moyens clés pour accroître la productivité est une innovation intelligente menée à bien grâce à une étroite collaboration entre les chercheurs et le monde industriel. Le financement de la politique de cohésion a permis de créer des instruments efficaces de promotion de l'innovation et de la productivité en Lettonie. En outre, il est essentiel de

susciter un changement de comportement dans le domaine de la science et de l'innovation, afin que chercheurs et industrie puissent travailler main dans la main et créer des synergies.

L'essor économique et l'amélioration du niveau de vie dépendront de notre capacité à acquérir un nouvel avantage compétitif fondé sur la connaissance dans un environnement en constante évolution. L'augmentation de la productivité par le biais d'investissements dans le capital humain, la recherche et l'innovation, ainsi que l'introduction de nouvelles technologies numériques permettraient d'atteindre ce double objectif.

Un facteur décisif pour se doter d'un nouvel avantage compétitif consiste à changer le modèle commercial des entreprises, en délaissant la rentabilité à court terme au profit de la productivité à long terme, ce qui conduira à une rentabilité durable.

Les fonds de l'UE ont d'ores et déjà contribué à favoriser un écosystème approprié et des plateformes de coopération destinées aux scientifiques et à l'industrie, permettant ainsi aux entrepreneurs lettons de développer des produits uniques à fort potentiel de valeur ajoutée. ■



Ministry of Finance of the Republic of Latvia

LES PROJETS FINANCÉS PAR L'UE ACCOMPAGNENT LA LETTONIE DANS SA TRANSITION VERS UNE ÉCONOMIE DE LA CONNAISSANCE

LA MAISON DE LA SCIENCE DE L'UNIVERSITÉ DE LETTONIE

Investissement total: 12 231 500 EUR
Cofinancement du FEDER: 10 396 840 EUR

L'Université de Lettonie a terminé la construction de la Maison de la Science dans son Centre universitaire situé dans le quartier de Torņakalns à Riga, créant ainsi le centre d'étude et de recherche le plus avancé du pays. Il permettra à l'université de concentrer ses activités d'étude et de recherche en physique, médecine et sciences de la vie en un seul endroit, ce qui favorisera les synergies entre études et recherche et assurera l'efficacité des ressources.

78 laboratoires de recherche et de formation des étudiants abritent des équipements avancés dans le bâtiment intelligent qui affiche un haut rendement énergétique. L'environnement de travail moderne est un atout à l'heure d'attirer les jeunes talents scientifiques vers des emplois dans les institutions scientifiques locales et les chercheurs et experts étrangers vers les activités de recherche. Capable d'accueillir jusqu'à 2 000 étudiants, il assure 450 emplois pour le personnel scientifique et universitaire.

Le premier bâtiment d'étude et de recherche du Centre universitaire, à savoir la Maison de la Nature, a été inauguré en 2015. L'université s'emploie à développer le Centre et prévoit de construire et d'équiper son troisième et plus grand bâtiment d'ici 2022. Au total, le complexe comprendra quatre bâtiments d'étude et de recherche: la Maison de la Nature (sciences de la nature et de la vie), la Maison de la Science (sciences physiques et médicales), la Maison des Lettres (sciences sociales et humaines) et la Maison des Technologies.

Ce projet est l'un des meilleurs exemples d'une mise en œuvre fructueuse des fonds structurels dans les domaines de l'éducation et des sciences en Lettonie.

<https://www.akademiskaiscentrs.lu.lv/en/>



LAFIVENTS: L'IA AMÉLIORE LA PERFORMANCE ÉNERGÉTIQUE DES BÂTIMENTS

Investissement total: 254 400 EUR
Cofinancement du FEDER: 174 800 EUR

Lafivents, une société spécialisée dans le microclimat des bâtiments, leader sur le marché letton, met au point un système d'automatisation de la gestion des bâtiments baptisé iPassé.

Dans le cadre d'un projet cofinancé par les fonds structurels de l'UE, la société a mené une étude industrielle visant à créer des algorithmes destinés aux systèmes de gestion et d'automatisation des bâtiments dans l'environnement MATLAB/Simulink. Lafivents a également élaboré des concepts expérimentaux qui permettent de transférer les composants technologiques appropriés d'un laboratoire à un environnement créé artificiellement, plus proche des conditions réelles.

Au cours du projet, Lafivents a mis au point un produit qui propose une large gamme de services à ses clients: par exemple, une analyse de données comparative de la consommation d'énergie des bâtiments, la comparaison de la consommation d'énergie réelle avec la consommation d'énergie calculée pendant le processus de simulation, l'évaluation de l'efficacité des systèmes d'ingénierie et la prévision de l'éventuel rendement financier découlant des économies d'énergie.

<http://www.lafivents.lv/en>



AERONES – VOLER PLUS HAUT GRÂCE À DES VÉHICULES AÉRIENS À PLUSIEURS ROTORS

Investissement total: 686 100 EUR
Cofinancement du FEDER: 240 130 EUR

AERONES développe actuellement de très grands drones capables de soulever jusqu'à 100 kilogrammes. Lors d'un vol essai, le véhicule a soulevé un parachutiste à 330 mètres d'altitude; ce dernier a réalisé le premier saut en parachute au monde à partir d'un drone.

Le projet s'emploie à concevoir une solution permettant le contrôle à distance et le vol autonome de véhicules aériens à plusieurs rotors, affichant des performances élevées et une capacité de charge allant jusqu'à 100 kg, ainsi qu'une solution pour un système de sécurité automatisé ou des appareils électroniques.

Afin de veiller à ce que les projets pilotes mis en œuvre dans des conditions d'essai particulières aboutissent à un service accessible à un plus large public, AERONES travaille sur des solutions permettant d'assurer la sécurité en vol de ses véhicules aériens à plusieurs rotors. Il a recours à une batterie de capteurs (distance, altitude, pression, accélération, vitesse et balayage et mesure de l'environnement) et améliore le contrôle des véhicules aériens à plusieurs rotors.

Grâce à ces technologies embarquées, le drone peut voler à une altitude fixe avec un haut niveau de sécurité; recevoir des messages et éviter les lignes électriques et les arbres; assurer un contrôle à distance sûr en tenant compte des limites de fréquence; et voler par mauvais temps.

Le projet est mis en œuvre en coopération avec l'Université technique de Riga.

<https://www.aerones.com/other/funding/>



HUGO.LV – LEADER EUROPÉEN DES TECHNOLOGIES LINGUISTIQUES

Investissement total: 2 000 000 EUR
Cofinancement du FEDER: 1 700 000 EUR

Hugo.lv, la plateforme de traduction automatique de l'administration publique, met sa technologie à la disposition de tous les résidents lettons. Les utilisateurs peuvent traduire automatiquement des documents, lire des pages web, utiliser des services en ligne et consulter la législation dans la langue de leur choix.

Au cours du projet, Hugo.lv a été adapté aux besoins des personnes malvoyantes et des dyslexiques, en introduisant la reconnaissance et la synthèse vocale en langue lettonne. Cette fonction permet de convertir un discours oral en texte écrit et un texte écrit en discours oral.

Le projet a également mis au point une autre solution de technologie vocale, qui se décline sous la forme d'un outil de transcription, qui vise à améliorer le système de l'administration publique. Cet outil facilite l'enregistrement et la transcription des réunions et permet d'identifier et de marquer chaque intervenant dans l'enregistrement.

Le moteur de traduction automatique d'Hugo.lv a remporté trois années d'affiliée le concours international de traduction automatique WMT, surpassant les solutions proposées par d'autres grands acteurs mondiaux. Cette nouvelle plateforme a hissé la Lettonie au rang de leader européen de l'utilisation des technologies linguistiques au service de la numérisation de l'administration publique.

Le projet a été développé par le Centre des systèmes d'information de la culture en coopération avec la société Tilde.

<https://hugo.lv/en/About>



VIZULO: FAIRE LA LUMIÈRE SUR LA MULTIPLICATION EFFICIENTE ET ÉCO-ÉNERGÉTIQUE DES ARBRES

Investissement total: 608 500 EUR

Cofinancement du FEDER: 427 940 EUR

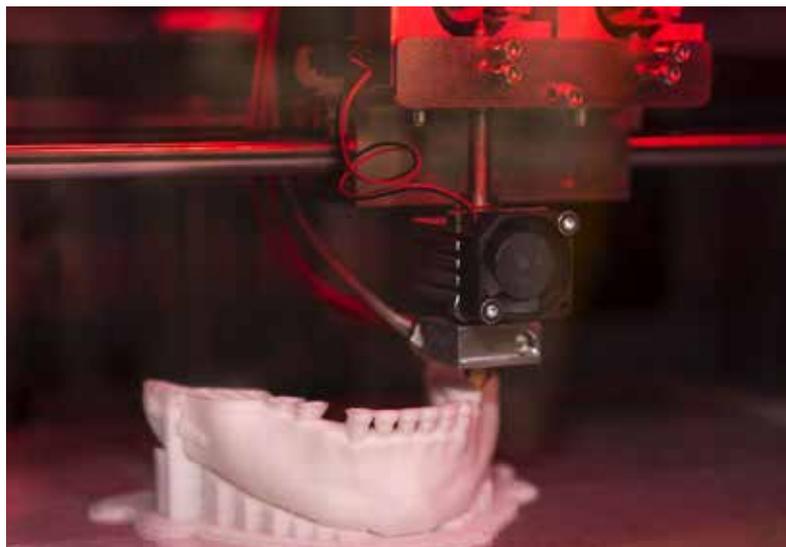
La lumière naturelle est l'un des facteurs environnementaux les plus importants pour les végétaux, car elle fournit l'énergie nécessaire à la photosynthèse et sert de signal à la régulation de différents processus. La lumière est également essentielle pour la multiplication végétative des plantes dans des conditions *in vitro* et *ex vitro*.

La plupart des luminaires LED disponibles sur le marché ont un spectre rouge et bleu et visent à fournir une source de lumière supplémentaire dans les serres. Les luminaires qui offrent un spectre lumineux plus large sont généralement plus spécialisés et sont destinés à des conditions de culture particulières (agriculture d'intérieur, *in vitro*) et/ou à certaines espèces ou variétés couramment cultivées. Cela ne signifie pas pour autant que ces luminaires sont suffisamment efficaces sur le plan énergétique ou qu'ils peuvent fournir un spectre adapté à la multiplication des arbres.

En coopération avec l'Institut de recherche Silava, un centre de sciences forestières de Lettonie qui revêt une importance nationale, VIZULO, un producteur letton de luminaires à LED, étudie les solutions permettant d'améliorer l'efficacité de la multiplication des arbres dans des conditions *in vitro* et le processus de micro-découpe des porte-greffes en développant des systèmes de luminaires à LED qui fournissent un spectre lumineux adapté à chaque plante.

<https://www.vizulo.com/en/news>

<http://www.silava.lv/mainen/aboutus.aspx>



WIDE: UNE IMPRIMANTE 3D EXPÉRIMENTALE ADAPTÉE À L'IMPRESSION DE PROTHÈSES

Investissement total: 167 900 EUR

Cofinancement du FEDER: 114 600 EUR

Grâce au soutien des fonds structurels de l'UE, la marque lettone WiDE a mis au point une imprimante 3D embarquant un logiciel qui automatise tout le processus, destinée notamment à l'impression de prothèses.

WiDE a mis en place une clinique virtuelle de prothèses et a obtenu le label CE pour son logiciel. La société produit des prothèses et des orthèses imprimées en 3D adaptées aux besoins des patients sur la base d'un scan 3D de leurs membres.

Lorsqu'ils souhaitent introduire de nouvelles technologies dans la production de dispositifs médicaux, les laboratoires de prothèses doivent généralement investir dans des instruments, des équipements et une formation onéreuse. WiDE met en œuvre une nouvelle approche qui fournit l'infrastructure, les logiciels et les spécialistes nécessaires. La société a créé une page web qui permet à tout médecin, spécialiste ou technicien de téléverser un scan 3D des membres de leurs patients. WiDE conçoit ensuite les prothèses ou orthèses à l'aide du logiciel et les envoie au centre d'impression 3D le plus proche.

Le projet a été mis en œuvre par Baltic3d.EU en coopération avec Custom3D Tech et l'Université des sciences appliquées de Ventspils.

<https://wide.tech>



UNE OCCASION INNOVANTE D'AIDER LES PATIENTS CARDIAQUES

Investissement total dans 5 projets: 2 448 400 EUR
Cofinancement du FEDER: 800 000 EUR

Compte tenu des avancées de l'industrie pharmaceutique à l'échelle mondiale et des indicateurs de santé publique mondiaux, Grindeks s'emploie à élargir sa gamme de médicaments pour le traitement des maladies cardiovasculaires et des troubles du système nerveux central, ainsi que de ses médicaments contre le cancer et le diabète. La société développe également des principes actifs pharmaceutiques, visant à élargir considérablement sa gamme afin qu'elle compte au moins 40 substances d'ici cinq ans.

Grindeks est l'un des fondateurs du Centre d'expertise en technologie pharmaceutique, biomédicale et médicale, sa participation au centre ayant contribué à obtenir un cofinancement du FEDER afin d'intensifier les efforts de recherche. Elle a mené avec succès des recherches chimiques et expérimentales sur de nouveaux médicaments candidats originaux pour le traitement des maladies cardiovasculaires et a terminé la phase 1 de la recherche clinique. Ce nouveau médicament original démontrera la capacité des scientifiques lettons du domaine de la recherche médicale à produire le premier médicament créé et développé par une société lettone depuis les années 1980.

Le financement du FEDER permet à Grindeks de mettre en œuvre cinq projets de recherche qui développent de nouveaux principes actifs pharmaceutiques génériques et des médicaments finis. En outre, la société mène plusieurs études de biodisponibilité ainsi que les recherches précliniques nécessaires au développement de nouveaux médicaments candidats originaux.

Grindeks est la plus importante société pharmaceutique des États baltes et compte des installations de production en Lettonie, en Estonie et en Slovaquie ainsi que des bureaux de représentation dans 11 pays. ■

<https://grindeks.lv>

POINT D'INFORMATION

Investir dans la qualité de l'air pour le développement régional

Un air pur est absolument vital pour notre santé et notre environnement. Cependant, nos villes, petites et grandes, suffoquent sous la pollution atmosphérique engendrée par l'accroissement de la production industrielle et énergétique, la combustion d'énergies fossiles et de biomasse et l'augmentation phénoménale du trafic routier.

Les pertes en vies humaines causées par la mauvaise qualité de l'air sont plus importantes que celles des accidents de la route, ce qui fait de la pollution atmosphérique la première cause environnementale de décès prématurés en Europe, avec plus de 390 000 décès enregistrés chaque année. Ce phénomène a également une incidence sur notre qualité de vie en provoquant ou accentuant l'asthme et les problèmes respiratoires. D'un point de vue économique, la pollution atmosphérique cause des jours de travail perdus et entraîne d'importantes dépenses de santé, les groupes vulnérables tels que les enfants, les asthmatiques et les personnes âgées étant les plus touchés. Enfin, elle nuit aux écosystèmes en les exposant à une pollution azotée excessive (eutrophisation) et à des pluies acides. Dès lors, les investissements visant à réduire la pollution atmosphérique non seulement favorisent le bien-être de l'homme et promeuvent la protection des res-

sources naturelles, mais ils sont également justifiés du point de vue économique et contribuent au développement régional.

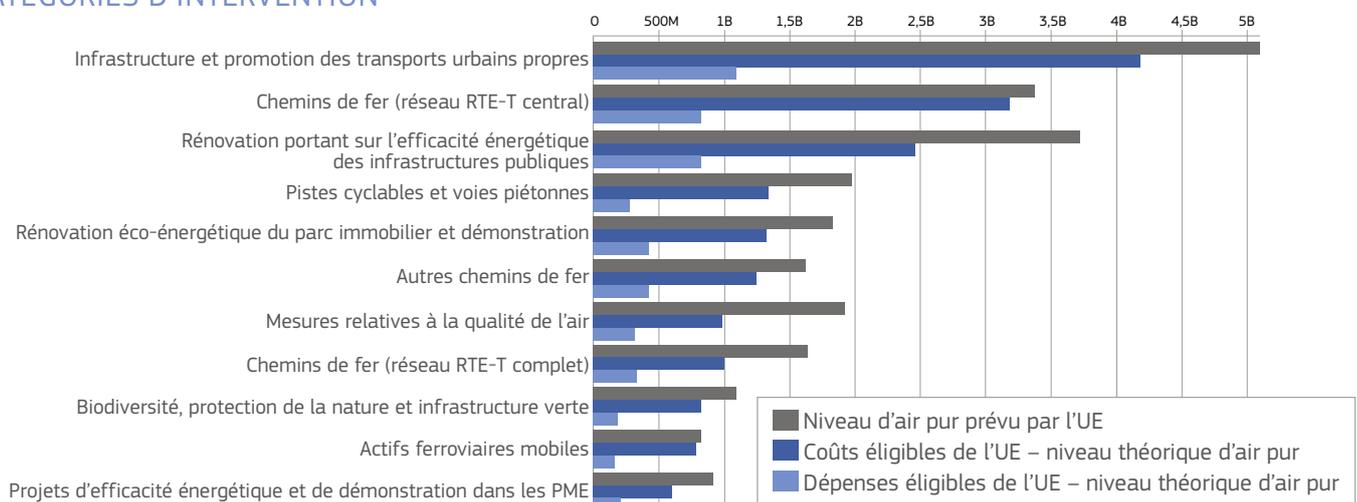
La politique de cohésion contribue aux objectifs en matière d'air pur

Les régions et les États membres d'Europe sont soutenus par la politique de cohésion, par le biais du Fonds européen de développement régional et du Fonds de cohésion, dans leurs efforts pour atteindre les objectifs du programme «Air pur pour l'Europe» à l'horizon 2030. Au cours de la période 2014-2020, la politique a alloué plus de 30 milliards d'EUR en faveur d'investissements visant directement à réduire la pollution.

Si le suivi des dépenses de la politique de cohésion pour les objectifs en matière d'air pur n'a pas été prévu explicitement dans la législation pour la période 2014-2020, il a toutefois été possible d'y procéder sur la base d'un accord entre les services de la Commission.

Ainsi, la contribution de la politique à ces objectifs est suivie grâce à un système de marqueurs qui quantifie les dépenses contribuant aux objectifs en matière d'air pur en attribuant une certaine pondération à chaque catégorie d'investissement (catégories d'intervention). Ces marqueurs ont été élaborés

SUIVI DE LA QUALITÉ DE L'AIR 2014-2020 DANS LES FONDIS DE LA POLITIQUE DE COHÉSION – CATÉGORIES D'INTERVENTION



LE PROGRAMME «AIR PUR POUR L'EUROPE» DE LA COMMISSION

Ce programme vise à réduire de moitié les incidences de la pollution atmosphérique sur la santé à l'horizon 2030 par rapport aux niveaux de 2005. Les objectifs de l'UE en matière de qualité de l'air ont été définis sur la base des niveaux de concentration maximums pour les substances nocives, telles que le dioxyde de soufre, les oxydes d'azote ou les particules.

Chaque État membre de l'UE s'est également engagé à atteindre des objectifs nationaux de réduction des émissions au cours de la période 2020-29 ainsi que des objectifs plus ambitieux à compter de 2030. En outre, la législation sectorielle (par exemple, applicable aux carburants) prévoit des objectifs d'émission propres à chaque source.

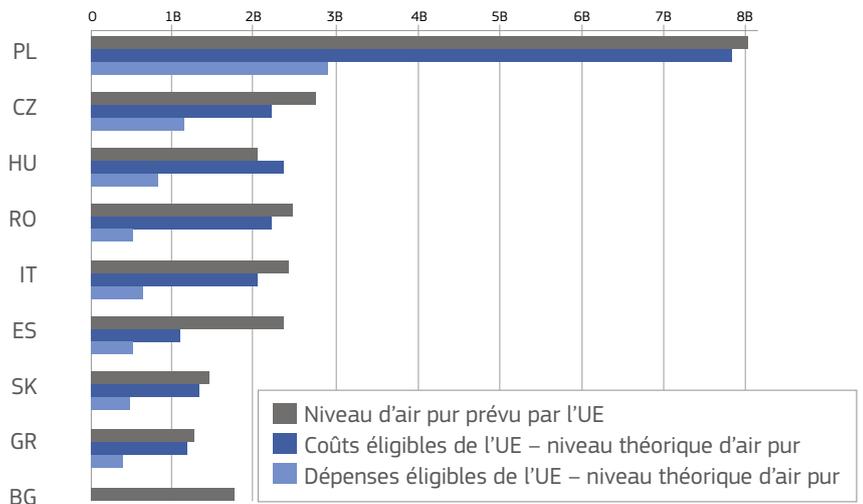
sur la base du modèle des «marqueurs de Rio» de l'UE ([voir Suivi des dépenses liées à l'action pour le climat au titre des fonds ESI, 2014-2020](#)) et suivent la logique suivante:

Les catégories d'investissement les plus pertinentes pour atteindre les objectifs en matière d'air pur sont entièrement prises en compte, avec une pondération de 100 %. Il s'agit notamment de mesures relatives à la qualité de l'air et aux infrastructures cyclables.

Les catégories qui contribuent en partie à l'atteinte des objectifs de réduction de la pollution reçoivent une pondération de 40 %. Il s'agit, entre autres, des chemins de fer, des énergies renouvelables, de la gestion des déchets ménagers, des infrastructures vertes et des mesures de promotion de l'efficacité énergétique.

En adoptant une approche prudente, toute autre dépense n'est pas considérée comme contribuant aux objectifs en matière d'air pur (pondération de 0%); en cas de doute, les catégories d'investissement rentrent dans ce groupe.

2014-2020 – Fonds de la politique de cohésion pour le suivi de la qualité de l'air par État membre



Les investissements dans les transports urbains propres apportent la plus grande contribution

Le graphique figurant à la page précédente montre l'allocation financière globale affectée aux catégories d'intervention les plus importantes qui contribuent aux objectifs en matière d'air pur, après application de la pondération appropriée.

Suivi des progrès en matière d'investissement par les États membres

Les investissements prennent du temps à se matérialiser, de la planification à la sélection des projets sans oublier la mise en œuvre de ces derniers. Le graphique ci-dessus montre l'allocation et les progrès accomplis par les États membres dans la mise en œuvre des investissements qui contribuent aux objectifs en matière d'air pur. Il est possible de filtrer ce graphique par année afin de visualiser les progrès au fil du temps. ■

POUR EN SAVOIR PLUS

<https://bit.ly/33aUrq8>

Y a-t-il un sujet que vous aimeriez que *Panorama* aborde dans sa section POINT D'INFORMATION?

Y a-t-il un ensemble de données que vous aimeriez voir figurer sur la Plateforme de données ouvertes des Fonds ESI?

Si tel est le cas, écrivez-nous: REGIO-EVAL@ec.europa.eu

Suivre la discussion sur Twitter [#ESIFOpenData](https://twitter.com/ESIFOpenData)

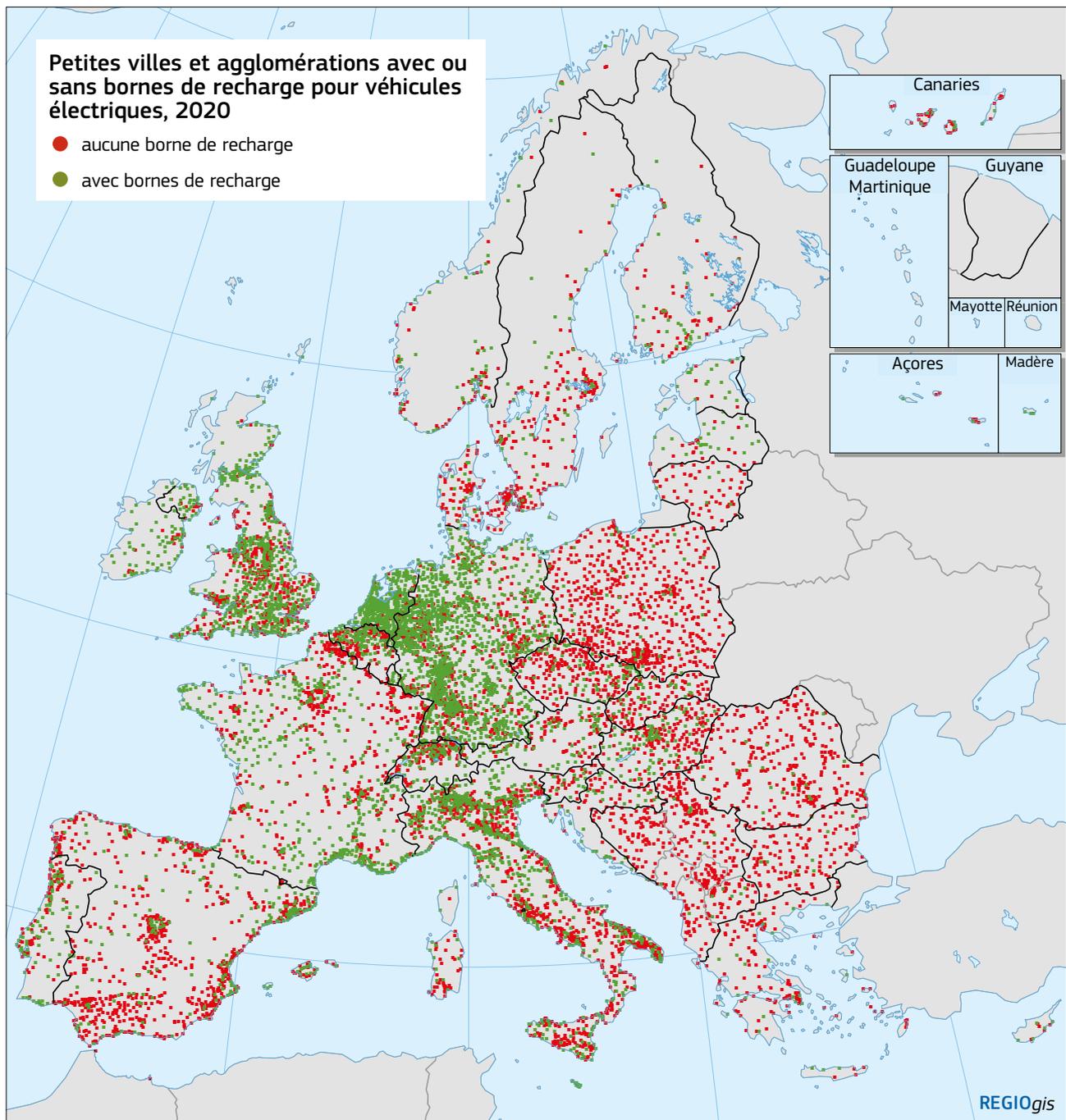
Ou s'inscrire à notre lettre d'information: http://ec.europa.eu/newsroom/index.cfm?service_id=788

Des options de transport plus écologiques dans les villes de l'UE

Petites villes et agglomérations avec ou sans bornes de recharge pour véhicules électriques, 2020

La Commission européenne propose de réduire les émissions de gaz à effet de serre dans l'UE de 55 % à l'horizon 2030, par rapport aux niveaux de 1990. Or, les émissions générées par les voitures particulières sont toujours 20% plus élevées qu'en 1990.

Il est dès lors essentiel de privilégier des voitures plus efficaces et plus petites, ou électriques. L'un des écueils à l'adoption rapide et généralisée des véhicules électriques est le manque de bornes de recharge publiques. En 2020, par exemple, plus de la moitié de nos 8500 petites villes et agglomérations étaient dépourvues de station de recharge pour véhicules électriques. Dans les villes de moindre taille, en particulier, les entreprises ont peur que leur retour sur investissement soit inférieur à leurs coûts.

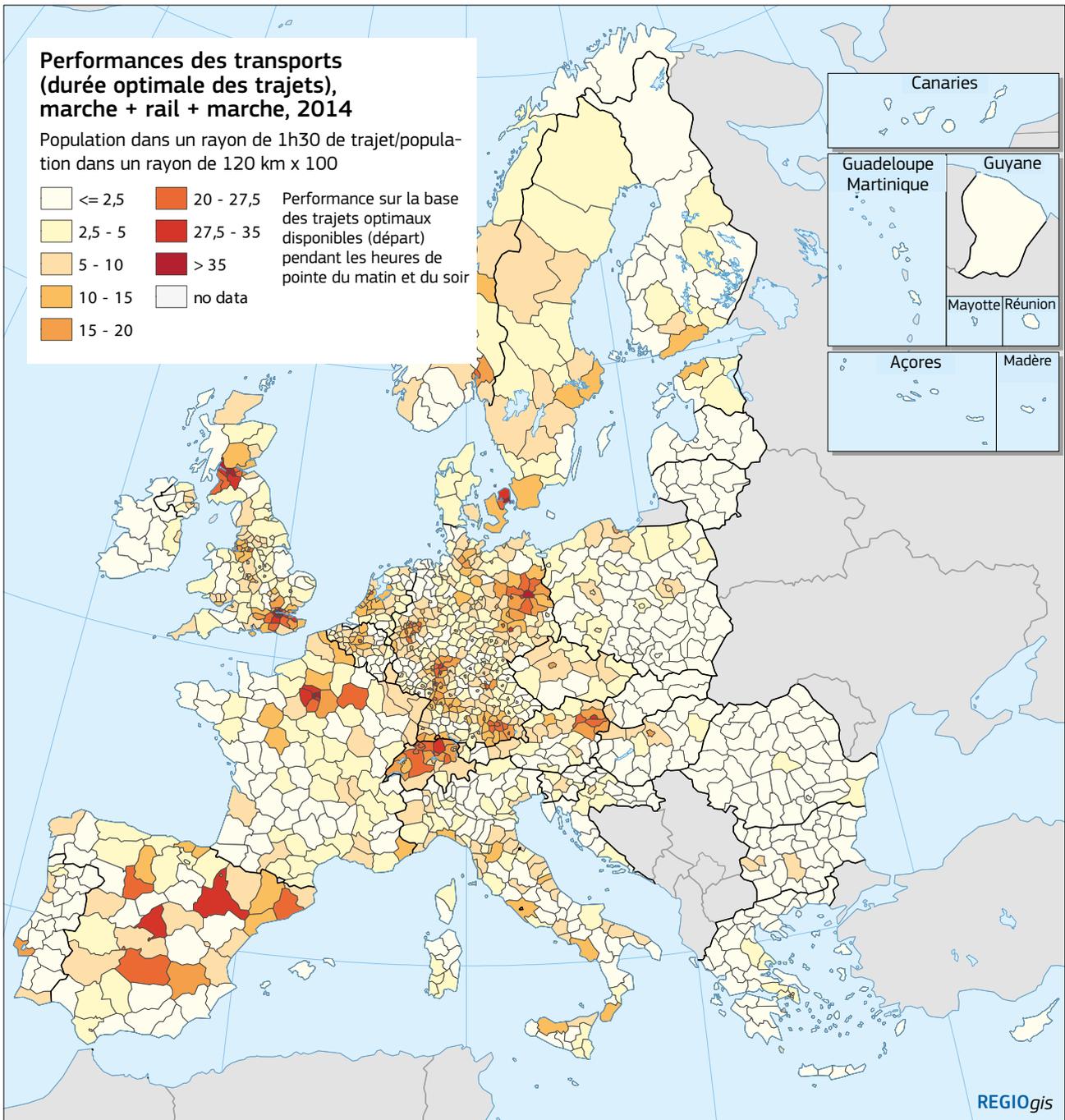


Source: OpenChargeMap, REGIO-GIS

Performances des transports (durée optimale des trajets), marche + rail + marche, 2014

Une autre façon de réduire les émissions de gaz à effet de serre consiste à voyager en train plutôt qu'en voiture. Nombre de grandes villes d'Europe occidentale proposent des services fréquents de trains à grande vitesse, ce qui constitue une alternative viable au transport routier. La carte montre la par-

tie de la population vivant dans un rayon de 120 km que l'on peut être atteint en train et à pied en une heure et demie. Des villes comme Copenhague, Paris, Berlin, Madrid, Londres et Vienne enregistrent des scores élevés pour cet indicateur, contrairement à la plupart des régions d'Europe de l'Est, qui affichent des scores très médiocres. Des informations plus détaillées sur cette analyse sont disponibles dans un nouveau document de travail intitulé «La performance du transport ferroviaire en Europe»: <https://europa.eu/lqV76Mm>



Sources: REGIO-GIS, UIC, exploitants ferroviaires, Eurostat



REGIOSTARS

2 0 2 0

Les **25 finalistes des prix REGIOSTARS de cette année** ont été sélectionnés par un jury indépendant chargé d'identifier les projets les plus remarquables d'Europe. Le lauréat de chacune des cinq catégories principales de projets, et celui du prix du public, a reçu son prix le 14 octobre durant la 18^e Semaine européenne des régions et des villes 2020, organisée à Bruxelles, en Belgique.

Cette année, la Semaine européenne des régions et des villes s'est déroulée sur trois semaines consécutives, chacune placée sous le sceau d'un thème précis:

- 5-9 octobre: Responsabiliser les citoyens**
- 12-16 octobre: Cohésion et coopération**
- 19-22 octobre: Europe verte, en coopération avec la Semaine verte.**

En raison de la pandémie de COVID-19, la plupart des séances étaient virtuelles, à l'exception des événements clés, des ateliers, de certaines dégustations régionales et des expositions.

Les catégories de prix pour 2020 sont les suivantes:



TRANSITION INDUSTRIELLE POUR UNE EUROPE INTELLIGENTE



ÉCONOMIE CIRCULAIRE POUR UNE EUROPE VERTE



COMPÉTENCES ET ÉDUCATION POUR UNE EUROPE DIGITALE



ENGAGEMENT DES CITOYENS EN FAVEUR DE LA COHÉSION DES VILLES EUROPÉENNES



LES JEUNES ET LA COOPÉRATION AU-DELÀ DES FRONTIÈRES — 30 ANS D'INTERREG





TRANSITION INDUSTRIELLE POUR UNE EUROPE INTELLIGENTE

★
LAURÉAT



ESA BIC Portugal – Portugal (FEDER)

Faisant figure de pionnier, le Space Solutions Centre de l'ESA Portugal a fait la promotion de technologies spatiales pour des solutions innovantes destinées aux marchés non spatiaux. Le projet a accompagné les entrepreneurs exploitant des actifs spatiaux dans le développement de nouvelles activités commerciales dans les domaines des villes intelligentes, des transports, de la logistique, de la santé, de l'agriculture, de l'économie bleue et de l'environnement. Durant ses cinq premières années, il a généré 11,5 millions d'EUR et créé plus de 100 emplois hautement qualifiés dans 30 start-up innovantes.

<https://space.ipn.pt/>



Smart Solar Charging Region Utrecht – Pays-Bas (Fonds européen de développement régional – FEDER)

Le quartier de Lombok à Utrecht est connu comme la zone pilote consacrée à la recharge solaire intelligente la plus innovante. Des liaisons vers cinq zones interconnectées de la région sont en cours, chacune utilisant l'énergie solaire produite localement pour recharger les voitures électriques. L'énergie est stockée dans les batteries de voiture et peut être réinjectée dans le réseau lors des périodes de pics de demande. Le système Vehicle2Grid a stimulé l'activité économique et contribué à la durabilité environnementale et sociale et à une économie sobre en carbone.

<https://smartsolarcharging.eu/>



HyTrEc2 – Hydrogen Transport Economy for the North Sea Region 2 – Danemark (FEDER)

La réalisation de l'ambition de l'Europe visant à mettre en place un système énergétique zéro émission nette de carbone exigera d'énormes quantités d'hydrogène. Ce projet favorise l'hydrogène vert, les solutions de transport innovantes et les compétences au sein d'une vision commune d'une économie plus propre dans la région de la mer du Nord. Il produit de l'hydrogène renouvelable pour recharger une large gamme de véhicules et propose des formations et compétences pour promouvoir la transition vers l'hydrogène à l'échelle de la région.

<https://northsearegion.eu/hytrec2/>



House of Digitalization – Autriche (FEDER)

Ce projet phare de la stratégie de numérisation de la Basse-Autriche a mis en place un écosystème régional de l'éducation, des sciences, des affaires et de l'administration. Le projet fait le lien entre une expertise et des infrastructures complémentaires dans le but de promouvoir les solutions numériques auprès des entreprises de la région. Il a notamment permis de créer de nouveaux formats de qualification, des produits et des processus innovants, et d'apporter des solutions aux problèmes causés par la COVID-19.

<https://www.ecoplus.at/interested-in/house-of-digitalization/>



Metal 3D Innovations (Me3DI) – Finlande (FEDER)

Dans le cadre des clusters de connaissances 3DP créés en Carélie du Sud, Me3DI s'emploie à développer et à partager son expertise en matière d'impression industrielle 3D des métaux. Ingénieurs, concepteurs, fournisseurs de systèmes, de matériaux et de procédés, PME, institutions de R&D et utilisateurs finaux peuvent se familiariser avec la chaîne de création de valeur et d'approvisionnement de 3DP, ce qui leur permet de gagner du temps et de faire des économies de matériaux au moment de développer leurs propres produits.

<https://bit.ly/31cAFJQ>



ÉCONOMIE CIRCULAIRE POUR UNE EUROPE VERTE



Relever le défi COOL FOOD – France, Royaume-Uni (FEDER)

L'alimentation représente près d'un cinquième de notre empreinte carbone individuelle. En tirant profit des connaissances de spécialistes des domaines de l'alimentation, de la nutrition et de l'environnement, le projet a révélé comment les individus, les communautés et les organisations peuvent travailler main dans la main pour réduire les émissions de carbone. Le contre-outil et la plateforme web qui ont vu le jour peuvent être utilisés des deux côtés de la Manche et proposent des petits gestes qui permettent de garder la terre au frais.

<http://coolfood.net/en/>



SeRaMCo – nord-ouest de l'Europe (FEDER)

Secteur industriel de l'UE le plus vorace en ressources, la construction est responsable d'environ un tiers de tous les déchets produits. Le projet SeRaMCo a favorisé l'utilisation des déchets de construction et de démolition pour produire du ciment et du béton dans le nord-ouest de l'Europe. En remplaçant les matières premières primaires par des matières recyclées de haute qualité, elle contribue à la transition de l'UE vers l'économie circulaire.

<https://bit.ly/2ZhRZfw>



Fibrenamics Green – Portugal (FEDER)

Cette plateforme, axée sur le développement de produits innovants à partir de déchets industriels, a favorisé le recyclage au moyen de techniques de conception et d'ingénierie. Les activités du projet comprenaient la production et le partage de connaissances afin de créer de nouveaux projets de récupération des déchets fondés sur des synergies entre les universités et les entreprises dans des secteurs aussi variés que ceux du textile et de la chaussure, de l'exploitation minière, de l'automobile et de l'industrie du meuble.

<http://green.fibrenamics.com/>



EcoDesign Circle – Mer Baltique (FEDER)

La conception revêt une importance capitale dans le développement de solutions innovantes, durables et respectueuses du climat – la phase de conception est responsable d'environ 80% des effets délétères des produits sur l'environnement. Le projet visait à promouvoir l'écoconception et l'économie circulaire dans six centres de conception de la région de la mer Baltique. Les réalisations concrètes du projet comprennent des ateliers interactifs, des produits à vocation pédagogique et informative, un guide du développement durable en ligne sur la conception circulaire, des vidéos et une exposition itinérante.

<https://www.ecodesigncircle.eu/>



Blue Circular Economy – Europe du Nord (FEDER)

Ce projet transnational vise à soutenir le développement de l'industrie européenne des déchets de filets de pêche et à favoriser l'innovation dans ce domaine. Sa mission est d'offrir des perspectives commerciales durables aux engins de pêche abandonnés, perdus ou rejetés. Le projet entend se connecter sur le cycle de vie complet des produits, en renforçant les compétences des PME afin de créer des entreprises qui utilisent efficacement les ressources et offrent des produits et des services issus des déchets marins.

<https://bluecirculareconomy.eu/>





COMPÉTENCES ET ÉDUCATION POUR UNE EUROPE DIGITALE

★
LAURÉAT
★

E-SCHOOLS, projet pilote – Croatie (FEDER)

Ce projet pilote, déployé dans 10% de toutes les écoles croates, vise à améliorer la maturité numérique des écoles ainsi que les compétences numériques des enseignants et des élèves. L'équipe a piloté des concepts organisationnels, technologiques et éducatifs visant à présenter les TIC dans les domaines de l'éducation et l'administration. Face à la pandémie de COVID-19 et à la transition en cours vers un apprentissage à distance, les résultats du projet se sont avérés particulièrement pertinents.

<http://www.ndsfund.org>



Museums over the borders – Pologne (Instrument européen de voisinage – IEV)

Le projet cherchait à exploiter l'histoire commune en entrelaçant l'héritage culturel de part et d'autre de la frontière polono-russe. Des attractions éducatives, des expositions innovantes et des événements uniques à l'échelle européenne ont attiré des visiteurs nationaux et étrangers, stimulant ainsi le tourisme de la région et aidant les communautés locales. De plus, les présentations numériques du patrimoine commun de la zone frontalière ont eu une incidence sur son intégration interculturelle.

<http://www.muzeum.elblag.pl/>



CYNIC – Suède (FEDER)

Le projet a pour vocation de fournir des informations plus détaillées, de meilleures connaissances et une sensibilisation accrue afin de favoriser un comportement sain en matière de sécurité TI, cybernétique et informatique au sein des PME. En fournissant des moyens d'apprentissage expérimental, le projet CYNIC soutient les nouveaux modèles commerciaux et la transition vers la numérisation. Les petites entreprises ont l'occasion de tester, d'expérimenter et d'évaluer des solutions dans deux laboratoires de sécurité informatique.

<https://www.cynic.se/>



Digital Academies for Inclusive Learning – Italie (FEDER)

Tirant parti des partenariats solides établis entre l'Université de Naples et des entreprises informatiques internationales de renom, le programme a attiré 3 000 participants nationaux et internationaux dans le but de combler les lacunes régionales en matière de compétences numériques et stimuler l'employabilité et l'esprit d'entreprise. Jusqu'à présent, les consortiums ont créé de nouveaux emplois et mis sur pied des start-up et des projets de recherche appliquée avec les PME locales, produisant des résultats évolutifs et transférables.

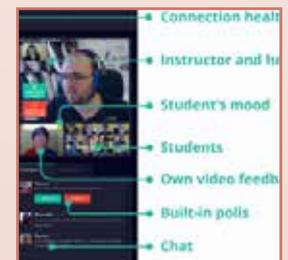
<https://bit.ly/3jVXSXp>



Digital platform for remote training – France (FEDER)

Ce projet s'est attaché à élaborer un nouveau cours de formation de développeur web en téléprésentiel en créant des outils et des contenus innovants et en les améliorant. L'école O'clock, premier acteur français de l'apprentissage à distance, a amélioré ses environnements de classe virtuelle, a créé une plateforme web sur le métier de développeur web et a mis au point une interface qui aide les apprenants à trouver les meilleurs débouchés professionnels après leur formation.

<https://oclock.io>



PRIX REGIOSTARS 2020 – LES FINALISTES



ENGAGEMENT DES CITOYENS EN FAVEUR DE LA COHÉSION DES VILLES EUROPÉENNES



SHICC – Sustainable Housing for Inclusive and Cohesive Cities – nord-ouest de l'Europe (FEDER)

Le manque de logements abordables a engendré une crise dans de nombreuses villes européennes. Le projet SHICC entend combler ce manque en établissant des «Community Land Trusts» à Bruxelles, Londres, Gand et Lille – et partout ailleurs en Europe. Ces organisations démocratiques développent et gèrent des logements abordables pour les personnes à revenus faibles et moyens. Les quartiers où règne la cohésion ainsi créés se développent grâce à la participation de la communauté et des résidents.

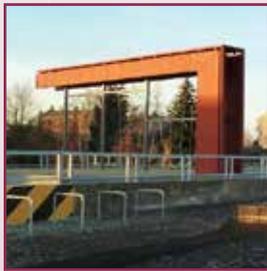
<https://bit.ly/3m0sBVO>



A jewel in a poor neighbourhood – Belgique (FEDER)

Le quartier de Rabot-Blaisantvest à Gand, l'une des zones les plus défavorisées de Flandre, abrite l'église moderne «Blaisantkerk». Le projet a entrepris de transformer le bâtiment en un centre multifonctionnel avec la participation du quartier et de la ville. La première étape consistait en la rénovation du clocher, suivie par la rénovation du bâtiment principal, et enfin par la construction du bâtiment multifonctionnel.

<http://www.blaisantkerk.be/>



Buergerbahnhof-Plagwitz – Allemagne (FEDER)

La station des citoyens de Plagwitz est le fruit d'une étroite collaboration entre les citoyens, les parties prenantes et les groupes d'intérêt à l'échelle locale et l'administration de la ville de Leipzig. Ensemble, ils ont réinvesti une zone laissée à l'abandon pour en faire un espace durable et créatif à usage public. Pour l'instant, il est prévu d'y planter une forêt urbaine; des jardins communautaires y ont été créés, une aire de jeux a été construite et une piste pour les scouts a été inaugurée.

<https://buergerbahnhof-plagwitz.de/>



High Five! Jugendrechte im Quartier – Allemagne (FEDER)

High Five! emploie des méthodes créatives pour sensibiliser les jeunes de 15 à 25 ans aux processus de formation d'opinion et de prise de décision démocratiques. Le projet a organisé des ateliers hebdomadaires, une université d'été de 14 jours ainsi qu'une grande assemblée de la jeunesse pour exposer aux participants les possibilités offertes par la participation et le dialogue politiques avec les décideurs et responsables politiques locaux.

<https://bit.ly/3m3jseD>



VILAWATT: boosting energy transition – Espagne (FEDER)

Pour la ville de Viladecans, l'engagement des citoyens et le sentiment d'appartenance sont des composantes essentielles à la promotion de la transition vers les énergies durables. VILAWATT a favorisé la création d'une nouvelle entreprise énergétique régie par un partenariat public-privé-citoyen. Le projet se concentre sur les jeunes en leur inculquant le changement dès l'enfance, ce qui contribue à faire des citoyens les fers de lance de la transformation du modèle énergétique.

<https://www.uia-initiative.eu/en/uia-cities/viladecans>





LES JEUNES ET LA COOPÉRATION AU-DELÀ DES FRONTIÈRES — 30 ANS D'INTERREG

ENERGY@SCHOOL – Interreg (FEDER)

Cette initiative a élaboré un programme visant à former les écoliers afin qu'ils assument un rôle crucial dans la transition de l'Europe vers un continent neutre en carbone. L'approche de sensibilisation de ces «Junior Energy Guardians» a entraîné une amélioration considérable de l'efficacité énergétique dans les écoles participantes. Accorder une plus grande responsabilité aux jeunes à l'heure de mettre en œuvre des écoles intelligentes sur le plan énergétique s'est avéré aussi efficace que des mesures de rénovation onéreuses.

<https://www.interreg-central.eu/Content.Node/ENERGYATSCHOOL.html>



Time is now for change – Pologne/Lituanie (FEDER)

Le projet a été reconnu comme la meilleure initiative d'autonomisation des jeunes en faveur de la coopération transfrontalière. Des jeunes Polonais ont partagé leurs connaissances et leur expérience avec leurs homologues Lituaniens pour contribuer à mettre en œuvre un programme en faveur des travailleurs de rue. En nouant un partenariat solide, ils ont relevé quelques-uns des nombreux défis auxquels les jeunes à risque sont confrontés dans la rue grâce la dispense d'une formation commune, l'organisation de camps de survie et la mise en place d'un réseau social transfrontalier.

<http://ambc.lt/>



iEER Interreg Europe – écosystèmes de Finlande (FEDER)

Depuis 2016, l'écosystème entrepreneurial innovant des régions accompagne les jeunes et favorise l'esprit d'entreprise dans 10 régions européennes. iEER a promu et développé l'esprit d'entreprise et les compétences entrepreneuriales des jeunes grâce à une meilleure conception et mise en œuvre de la politique régionale. Les partenaires du projet ont étudié ensemble les environnements commerciaux des régions, ont échangé connaissances et expériences, et ont transféré les bonnes pratiques afin d'élaborer des actions qui améliorent leurs écosystèmes commerciaux.

<https://www.interregueurope.eu/iEER/>



Dem Klima auf der Spur – Allemagne/Tchéquie (FEDER)

Le projet «Sur la piste du climat» s'est attelé à relever le défi de la lutte contre le changement climatique par-delà les frontières. Il a rassemblé des enfants et des adolescents vivant le long de la frontière entre l'Allemagne et la Tchéquie afin de créer des possibilités en matière d'éducation et d'action environnementales et d'échanges culturels. Plus de 2 000 jeunes et enseignants ont participé à des camps de protection du climat, des événements éducatifs sur l'environnement et des formations thématiques.

<http://klima-projekt.eu/de/index.html>



XBIT – Croatie/Serbie (Instrument d'aide de préadhésion – IAP)

Le réseau informatique transfrontalier pour la compétitivité, l'innovation et l'entrepreneuriat vise à créer des conditions favorables à l'innovation, aux TI, à l'entrepreneuriat, à la création d'emplois, à la rétention des talents et à l'augmentation du nombre de jeunes professionnels qualifiés dans la région transfrontalière entre la Croatie et la Serbie. Ses réalisations comprennent la mise en place d'un réseau transfrontalier des parties prenantes des TIC, la conception et la mise en œuvre de programmes éducatifs, «motivationnels» et de mise en réseau, ainsi que la création des Fab Labs et d'un Mobile Lab.

<https://www.interreg-croatia-serbia2014-2020.eu/>



PRIX REGIOSTARS 2020 – LES FINALISTES

LA PAROLE EST À VOUS

PANORAMA
vous invite
à envoyer vos
commentaires!

«La parole est à vous» est la section de *Panorama* où les parties intéressées aux échelons local, régional, national et européen présentent leurs réalisations pour la période 2014-2020 et donnent leur avis sur les discussions décisives

actuelles sur la politique de cohésion de l'après-2020. *Panorama* vous invite à envoyer vos commentaires dans votre langue. Ils figureront peut-être dans un prochain numéro. Contactez-nous à : regio-panorama@ec.europa.eu pour obtenir plus d'informations sur les délais et les instructions.

La mobilité transfrontalière en lien avec la formation et l'emploi



Brigitte Lavigne
*Vice-présidente du CESER et
rapporteuse de l'étude*

Dans une frontière où le flux de travailleurs est faible, la mobilité en lien avec la formation professionnelle et continue pourrait être la clé d'entrée d'une stratégie de coopération contribuant, en amont, à la consolidation d'un bassin de vie eurorégional et au renforcement de la cohésion sociale transfrontalière.

C'est la conclusion d'une étude menée par le Conseil économique, social et environnemental régional (CESER) de la Nouvelle-Aquitaine, approuvée en juin.

Le CESER, un conseil consultatif de représentants régionaux de la société civile, est

chargé d'émettre des avis et de mener des études sur toute question relevant de la compétence de la région, notamment l'action internationale et les affaires européennes. Étant donné que la mobilité transfrontalière est un pilier de la stratégie eurorégionale, le CESER a décidé de se pencher sur cette question à la lumière de deux événements relativement récents qui ont représenté un tournant dans la relation frontalière. La fusion de trois anciennes régions a créé la région de la Nouvelle-Aquitaine, et la mise en place du Groupement européen de coopération territoriale (GECT) rattache cette dernière aux régions d'Euskadi et de Navarre.

L'étude se concentre sur les réalités et les pratiques des parties prenantes territoriales. C'est la raison pour laquelle une quarantaine d'entretiens avec les parties prenantes dans le domaine de la mobilité transfrontalière ont été menés pour étayer la collecte des données. Cet exercice a permis d'identifier les obstacles auxquels sont confrontées les parties prenantes, ainsi que les possibilités qui leur sont offertes.

L'analyse de projets spécifiques a mis en évidence leur capacité à trouver des solutions concrètes adaptées aux territoires. Enfin, l'étude analyse les orientations stratégiques de la région et de l'Eurorégion à la lumière des bonnes pratiques en matière de mobilité transfrontalière observées aux autres frontières françaises.

L'étude est arrivée à la conclusion, entre autres réalisations, que la dimension transfrontalière s'opère en réalité à deux niveaux. Il y a d'une part le niveau local, qui est un terreau fertile à l'expérimentation et l'innovation, grâce à une culture et une langue communes et, d'autre part, le niveau régional, car toutes les régions de la Nouvelle-Aquitaine peuvent désormais participer aux initiatives de coopération eurorégionale.

En ce qui concerne la coopération transfrontalière, l'étude montre que, contrairement à l'opinion répandue, elle ne se limite pas au franchissement individuel des frontières mais peut également revêtir la forme d'une mobilité collective ou institutionnelle.

Compte tenu du statut européen de la région de la Nouvelle-Aquitaine, le CESER conseille d'accorder une place centrale à la mobilité en lien avec la formation et l'emploi dans la coopération eurorégionale. Cette recommandation est détaillée dans 10 recommandations stratégiques et mesures opérationnelles spécifiques. ■

POUR EN SAVOIR PLUS

<https://bit.ly/3OpFfE5>



PROJETS

LA VILLE DE LAHTI, EN FINLANDE MET LE DESIGN À L'HONNEUR

**INVESTISSEMENT TOTAL
598 438 EUR**

**CONTRIBUTION DE L'UE
418 910 EUR**

Un nouveau centre consacré à l'art, aux affiches et au design ouvre ses portes dans une ancienne brasserie de la ville de Lahti, dans le sud de la Finlande. L'initiative financée par le FEDER met à l'honneur l'histoire de l'industrie du design de la ville et entend lui insuffler un nouveau souffle.

Le nouveau Musée des arts et du design de Lahti, qui devrait être inauguré en 2021, sera au cœur de ce «centre d'expérience». Axé sur les beaux-arts, le design, le style de vie et les technologies numériques, le musée est également la nouvelle demeure du musée d'art et du musée de l'affiche de la ville.

De plus, le bâtiment abritera une boutique d'art et de design, un restaurant et une microbrasserie, ainsi que des espaces de travail et une salle de réunion pour les professionnels de la création.

Ce centre vise à favoriser la renaissance du savoir-faire local en matière de design. Lahti était un centre respecté de l'industrie de la création jusqu'au début des années 90, lorsque la récession a frappé de plein fouet l'industrie manufacturière locale, notamment les producteurs de meubles, de textiles et de vêtements.

Bien que le chômage soit resté à un niveau élevé, le centre devrait attirer de nouvelles entreprises, des habitants et des visiteurs, ce qui aura pour effet de stimuler l'économie locale. Le projet a déjà permis de créer deux emplois. Dix à vingt postes directs supplémentaires devraient voir le jour à l'ouverture du centre, qui est amené à devenir une pépinière pour d'autres industries créatives et secteurs des services.

Cette initiative apporte également un nouveau souffle à un bâtiment historique du XIX^e siècle, l'ancienne brasserie de Mal-lasjuoma. Une société de promotion immobilière a transformé ce bâtiment pour en faire le centre Malski, dont une partie est

louée à la ville pour le Musée et le centre des arts et du design de Lahti, préservant ainsi le patrimoine architectural local.

Une expérience conviviale

La conception, les plans d'exploitation et les concepts du nouveau centre ont été élaborés dans le cadre du projet Tajumo, sous l'égide de l'Institut de design de l'Université des sciences appliquées de Lahti, en collaboration avec les musées de Lahti et l'Association des entreprises du centre-ville de Lahti.

De grands ateliers, des entretiens approfondis et des visites de musées finlandais et étrangers ont aidé l'équipe à produire des modèles commerciaux et collaboratifs viables pour le site, ainsi que des idées d'événements, d'expositions et de services susceptibles d'attirer des visiteurs internationaux et finlandais.

Des groupes ayant un intérêt dans le succès du centre ont contribué au processus. Il s'agit notamment d'artistes, de designers, de galeristes et d'autres experts en muséologie, d'entreprises du monde de la création, d'universités locales, d'entreprises de restauration et de services de production d'événements.

Afin d'assurer une transparence maximale, chaque atelier, séminaire et événement de développement était ouvert au public. Les participants étaient invités à donner leur avis sur les choix au niveau du design intérieur et de la disposition du mobilier du centre et à découvrir comment les technologies audio-visuelles les plus récentes permettraient d'enrichir l'expérience des visiteurs.

Le musée prévoit d'ores et déjà d'organiser des expositions innovantes au cours des prochaines années et d'élargir sa dimension artistique. Cela donnera naissance à un centre passionnant qui enrichira l'économie et la vie culturelle de Lahti. ■

POUR EN SAVOIR PLUS

<http://www.lahdenmuseot.fi/museot/en/lad/>

PROJETS

UN SERVICE DE PRÉVENTION DES INONDATIONS PROTÈGE CHYPRE ET LES ÎLES GRECQUES

INVESTISSEMENT TOTAL
1 159 248 EUR

CONTRIBUTION DE L'UE
985 361 EUR

Les habitants de la Méditerranée orientale, une région vulnérable aux aléas du climat, reçoivent des alertes rapides en cas d'inondations, grâce au service d'information sur la gestion des risques environnementaux (ERMIS-F), développé dans le cadre d'un projet transfrontalier financé par le Fonds européen de développement régional.

Les inondations constituent un risque grandissant, car le changement climatique engendre des épisodes de précipitations intenses. Le projet ERMIS-F a mis au point un système en ligne pour Chypre, la Crète et les îles de la mer Égée du nord qui aide les résidents, les entreprises, les scientifiques et les services publics à limiter la destruction qui en découle.

Des cartes imprimables montrent aux citoyens si leur maison ou leur terrain est exposé à un risque d'inondation et, le cas échéant, les avertit pour qu'ils se protègent. De leur côté, les utilisateurs peuvent accéder à des données géospatiales par le biais d'un portail pour créer des cartes fournissant des informations personnalisées. Le système ERMIS-F utilise ces données pour signaler les risques d'inondation aux autorités locales dans les plus brefs délais afin qu'elles puissent planifier des actions préventives.

Une application de réseau social permet à différents acteurs d'entrer en contact afin de partager des idées et des données. Les citoyens peuvent également utiliser leur smartphone ou leur tablette pour mettre en ligne des photos géolocalisées des inondations locales et de leurs répercussions, ce qui aide les autorités et les chercheurs à mieux gérer les inondations.

Enfin, une base de connaissances fait le lien entre les mesures de lutte contre les inondations et les meilleures pratiques, les données historiques sur les inondations locales, la législation, les autorités publiques et les logiciels pour les études ou les projets sur les inondations. En outre, des supports pédagogiques et des événements apprennent à la population à utiliser la plateforme et sensibilisent les citoyens à la corrélation entre inondations et changement climatique.

Les services d'ERMIS-F sont gratuits et disponibles en grec et souvent en anglais afin que la population locale et les visiteurs puissent accéder aux données permettant de limiter les dégâts.

Des données à l'action

Le projet a été mis en place pour aider les services publics et les citoyens à agir en tirant parti des connaissances scientifiques complexes pour gérer les risques de catastrophes naturelles.

L'équipe d'ERMIS-F a collaboré avec des groupes d'intérêt composés de parties prenantes locales dans des zones pilotes (Lesbos, Crète et Chypre), en traitant les informations et en élaborant des scénarios des effets potentiels de l'utilisation des terres et du changement climatique et leur incidence sur les zones sujettes à inondations.

L'expertise technique a été fournie par l'Institut de Chypre, qui a coordonné le projet, l'Université de l'Égée, l'Université technique de Crète, la municipalité de La Canée, la direction des eaux du nord de la mer Égée et le Conseil des eaux usées de Limassol.

Les organismes de protection civile, les gouvernements et institutions locales, les associations professionnelles et les organisations environnementales ont également contribué au projet.

La participation des collectivités locales et des bénéficiaires a été assurée par le biais de points d'information à Chypre, en Crète et dans les îles de la mer Égée, qui leur ont appris à utiliser et à contribuer aux services d'ERMIS-F. Les bureaux, toujours en service, sont désormais gérés par les autorités publiques locales.

Le système ERMIS-F utilise un logiciel libre et une architecture distribuée, ce qui facilite sa reproduction dans d'autres régions, son adaptation à l'élaboration des politiques et la recherche privée et son extension à d'autres catastrophes comme les feux de forêt ou les sécheresses. ■

POUR EN SAVOIR PLUS

<https://ermis-f.eu/>

PROJETS

UNE MEILLEURE VEILLE MÉTÉOROLOGIQUE PROTÈGE LES CÔTES ITALIENNES ET CROATES

**INVESTISSEMENT TOTAL
1 150 000 EUR**

**CONTRIBUTION DE L'UE
977 500 EUR**

Les chercheurs et les gouvernements régionaux ont collaboré dans le cadre d'un projet transfrontalier afin de protéger les vies et d'atténuer les dommages dus aux intempéries le long de la côte adriatique. Leur objectif est de réduire les risques de catastrophes naturelles dans la région.

Les phénomènes météorologiques extrêmes devraient devenir de plus en plus fréquents à l'avenir sous l'effet du changement climatique. Le projet AdriaMORE (Adriatic DSS exploitation for MOonitoring and Risk management of coastal Extreme weather and flooding) visait à atténuer les effets de ces événements, comme les inondations, sur l'environnement et les communautés côtières d'Italie et de Croatie.

Tirant parti de deux projets Interreg précédents, le projet a perfectionné les systèmes existants qui surveillent et gèrent les risques hydrométéorologiques, tels que les tempêtes. L'équipe a axé ses travaux sur la précision et le moment des alertes météorologiques extrêmes afin d'améliorer les informations à la disposition des agences de protection civile et des organismes de gestion des risques et, partant, de sauver des vies.

D'après le gouvernement régional des Abruzzes, une région située sur la côte est de la péninsule italienne, les services de secours et les autorités locales peuvent désormais être alertés rapidement en cas de phénomènes météorologiques extrêmes.

Par ailleurs, l'étude des vulnérabilités particulières auxquelles les différentes régions participant au projet sont exposées a fait l'objet d'une attention particulière. Les instances de gouvernance des deux pays ont échangé des bonnes pratiques, et les autorités en charge de la navigation maritime, du contrôle du trafic aérien et de la gestion des eaux urbaines ont bénéficié d'un soutien.

De nouvelles composantes ont été ajoutées pour améliorer la couverture de certaines portions du littoral des deux pays. Le logiciel ainsi créé est capable d'acquérir et d'élaborer des données de radar météorologique à partir de systèmes dotés de caractéristiques différentes. Les améliorations ont fait l'objet de tests pilotes sur les estuaires de la rivière Pescara (en Italie) et de la rivière Neretva (en Croatie).

Lutter contre les incendies

Le vent et l'eau ne sont pas les seules menaces que posent les phénomènes météorologiques côtiers extrêmes: le feu présente également des risques graves pour les communautés côtières et les navires de type off-shore. AdriaMORE a financé l'acquisition d'un bateau essentiellement destiné aux opérations de lutte contre les incendies en mer et le long de la côte près de Dubrovnik, une ville portuaire historique du sud de la Croatie, où est amarré le bateau. Il peut également servir à des interventions liées à la pollution, comme le déploiement de barrages flottants.

Le projet a également permis d'installer un profileur de vent qui utilise un radar ou des ondes sonores pour détecter la vitesse et la direction du vent aux alentours de Dubrovnik. Grâce à cet appareil, il sera possible de prévoir les phénomènes météorologiques dangereux.

Étant donné que notre climat devient de plus en plus imprévisible, les résultats du projet AdriaMORE permettront aux communautés côtières de l'Adriatique d'être plus en sécurité. Ses actions protégeront la vie des habitants et contribueront à la préservation des habitats naturels. ■

POUR EN SAVOIR PLUS

<https://www.italy-croatia.eu/web/adriamore>

PROJETS

LES JEUNES BÉNÉVOLES DE LA RÉUNION FONT PREUVE DE SOLIDARITÉ ENVERS LES COMMUNAUTÉS VOISINES

**INVESTISSEMENT TOTAL
12 601 720 EUR**

**CONTRIBUTION DE L'UE
2 211 462 EUR**

Grâce à un programme de bénévolat financé par l'UE, de jeunes Réunionnais ont acquis une expérience professionnelle dans le cadre de missions auprès d'organisations situées dans l'océan Indien et en Afrique australe.

La Réunion, une région française d'outre-mer proche de l'île Maurice, est située à l'est de Madagascar, dans l'océan Indien. La situation géographique reculée de l'île limite la mobilité de ses citoyens, ce qui se traduit par un taux de chômage élevé chez les moins de 30 ans.

Entre 2015 et 2017, 139 jeunes hommes et femmes de l'île ont été envoyés en mission dans d'autres pays dans le cadre du programme Interreg Océan Indien – une région couvrant l'Australie, les Comores, l'Inde, le Kenya, Madagascar, l'île Maurice, le Mozambique, les Seychelles, l'Afrique du Sud et la Tanzanie.

Ces VSI (Volontaires de la solidarité internationale) ont bénéficié d'un cofinancement du FEDER et du Conseil régional de la Réunion. Le programme a été coordonné par la plateforme française des volontariats Internationaux d'échange et de solidarité: France Volontaires.

Sélectionnés à l'aune de leur profil, les bénévoles ont été mis à la disposition d'organismes privés et publics, comme des ministères, des chambres de commerce et d'industrie, des offices de tourisme, des centres culturels ou des associations. Les secteurs qui les ont accueillis étaient variés, notamment la culture, le tourisme, la finance, l'environnement, la recherche et l'énergie.

En moyenne, les VSI sont âgés de 24 à 34 ans et sont titulaires de diplômes de disciplines très diverses. Leurs missions visent à consolider les liens de coopération entre La Réunion et les autres territoires.

La durée de chaque mission oscillait entre un à trois ans, et les bénévoles bénéficiaient d'un remboursement.

La vie dans le monde réel

En plus d'offrir à des jeunes motivés l'occasion de vivre dans un autre pays, les missions ont permis à ceux-ci d'acquérir une expérience pratique dans un environnement professionnel. Qui plus est, les bénévoles réunionnais ont transféré leurs compétences et partagé leurs connaissances avec leurs organisations d'accueil.

De nombreux bénévoles ont décroché un emploi après leur placement. Fin 2018, 43 bénévoles occupaient un poste dans les pays suivants: 14 à Madagascar, 11 à l'île Maurice, 6 aux Comores, 6 aux Seychelles, 2 au Mozambique, 2 en Tanzanie, 1 en Australie et 1 en Inde.

D'après une étude menée par l'association France Volontaires, 85 % des anciens bénévoles exerçaient une activité professionnelle à La Réunion, en France et dans la région de l'océan Indien. ■

POUR EN SAVOIR PLUS

<https://www.france-volontaires.org/nos-actions/programmes-ultramarins/la-reunion/>

PROGRAMME

20 OCTOBRE 2020

En ligne

11^e Forum annuel de la stratégie de l'UE pour la région de la mer Baltique

<https://www.annualforum2020.eu/en/>

AVIS JURIDIQUE

Ni la Commission européenne ni quiconque agissant en son nom ne sont responsables de l'usage qui pourrait être fait des informations données ci-après.

Luxembourg: Office des publications de l'Union européenne, 2020

PDF: ISSN 1725-8316 KN-LR-20-003-FR-N

© Union européenne, 2020

Réutilisation autorisée, moyennant mention de la source.

La politique relative à la réutilisation de documents de la Commission européenne est réglementée par la décision 2011/833/UE (JO L 330 du 14.12.2011, p. 39).

Pour toute utilisation ou reproduction d'éléments qui ne sont pas la propriété de l'Union européenne, il peut être nécessaire de demander une autorisation directement aux détenteurs des droits concernés.

Ce magazine est disponible en ligne dans 22 langues à l'adresse: http://ec.europa.eu/regional_policy/fr/information/publications/panorama-magazine/

Le contenu de ce numéro a été finalisé en octobre 2020.

PHOTOGRAPHIES (PAGES):

Couverture: © istock/imantsu

Page 3: © Union européenne

Page 4: © iStock/elenabs

Page 5: © iStock/fiskes

Page 6: © iStock/Motortion

Page 7: © iStock/AndreyPopov

Page 8: © Union européenne/Paolo Poce

Page 9: à gauche © iStock/skynesher; à droite © Prostock-Studio

Page 10: © Union européenne

Page 12: © EstLat

Page 13: © iStock/LordRunar

Page 14: © iStock/Thomas Demarczyk

Page 15: © Ministère des affaires étrangères, Slovénie

Page 16: © iStock/MATJAZ SLANIC

Page 17: © iStock/gremlin

Pages 19, 20: © iStock/imantsu

Page 22: © Ministère des finances, Lettonie

Page 25: à gauche © Université de Lettonie; à droite © iStock/onurdongel

Page 26: à gauche © iStock/MediaProduction; à droite © Hugo.lv

Page 27: à gauche © Vizulo; à droite © Goldcastle7

Page 28: © Grindeks

Page 34: 01 © Instituto Pedro Nunes; 02 © Institut pour la durabilité d'Utrecht; 03 © Conseil municipal d'Aberdeen; 04 © Ecoplus – Agence commerciale pour la Basse-Autriche; 05 © Université LUT

Page 35: 01 © Al'Terre Breizh; 02 © Région Hauts-de-France;

03 © CVR – Centro de Valorização de Resíduos;

04 © Agence allemande pour l'environnement;

12 © Commission de développement de l'Ouest;

Page 36: 01 © CARNET – Réseau universitaire et de recherche croate; 02 © Musée d'archéologie et d'histoire à Elbląg; 03 © Université de technologie de Luleå; 04 © Université de Naples «Federico II»; 05 © O'clock

Page 37: 01 © Ville de Lille; 02 © DOIC vzw; 03 © Département du logement et du développement urbain, ville de Leipzig; 04 © S05-Kinderdorf Berlin e.V.; 05 © Municipalité de Viladecans

Page 38: 01 © Unione dei Comuni della Bassa Romagna;

02 © Centre communautaire de la ville d'Alytus;

03 © Conseil régional d'Helsinki-Uusimaa;

04 © Kindervereinigung Chemnitz e.V.;

05 © Association SEE ICT

Page 39: © CESER

Page 40: © iStock/vicnt

Page 41: © iStock/mpalis

Page 42: © iStock/HABY

Page 43: © iStock/fstop123

RESTEZ CONNECTÉ



ec.europa.eu/regional_policy
cohesiondata.ec.europa.eu



@EUinmyRegion



EUinmyRegion



[flickr.com/euregional](https://www.flickr.com/euregional)



EUinmyRegion



[euinmyregion](https://www.instagram.com/euinmyregion)



ec.europa.eu/commission/commissioners/2019-2024/ferreira_en
[@ElisaFerreiraEC](https://twitter.com/ElisaFerreiraEC)



Office des publications
de l'Union européenne

Commission européenne
Direction générale de la politique régionale et urbaine
Communication – Agnès Monfret
Avenue de Beaulieu 1 – B-1160 Bruxelles
Courriel: regio-panorama@ec.europa.eu